Vol. 4 • No. 38 • Du 6 au 12 avril 2011 Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

LA SÉLÉCTION SE PRÉCISE!

Voir page 4





Martelly et Hillary Clinton, on ne peut s'empêcher de s'interroger comment en l'espace de seulement quatre mois Martelly soit passé de 21.84% à 67.57%, un gain de 45.73%, alors que Mirlande Manigat n'a gagné que 0.74% (son score antérieur était de 31%). Bizarre !



LA CIRH REJETÉE!

Voir page 3

Le samedi 26 mars dernier, dans le cadre d'une journée de réflexion sur la problématique de la reconstruction d'Haïti, des organisations populaires, paysannes, humanitaires, estudiantines, syndicales et autres, estimées à une quarantaine, étaient réunies pour évaluer le processus, puis délibérer sur une résolution commune.



Jean L. Dominique: 11 ans, les bandits sont dans la ville!

Page 4



Election en Haïti : un coup d'état, un de plus ! J'accuse !

Page 7



Le Wisconsin n'échappe pas à la règle ! Entretien d'Amy Goodman avec Naomi Klein

Page 10



Un agent de la CIA commande les rebelles libyens

Page 17

Editorial



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Vers quelle aventure ?

Par Berthony Dupont

On s'y attendait bien. La Communauté internationale a fait son choix pour le 56e président de la République d'Haïti. Les nouveaux colons ont, en effet, fini par réaliser que la néo-duvaliériste Mirlande Manigat n'a pas la fougue ni les capacités, en d'autres termes, elle n'a pas l'étoffe idéale pour accomplir de façon conforme et à la lettre ce que les puissances colonialistes veulent faire d'Haiti et du peuple haïtien en particulier. C'est dans cette optique qu'ils ont pris l'ultime décision d'imposer leur agent, ancien allié du Jean-Claudisme, le nommé Michel « sweet Micky » Martelly comme nouveau chef d'Etat.

Cet acte de banditisme de la Communauté Internationale revêt un message clair. C'est une option catégorique pour la violence et la répression, ce pour continuer le système de domination et d'exploitation. Une politique rétrograde et machiavélique qui a déjà conduit notre pays à la banqueroute dans tous les domaines de la vie politique, économique et sociale. Tout cela rentre nécessairement dans le cadre logique de parachever la série de coup d'état commencée le 30 septembre1991, visant à écarter à jamais les masses populaires de la scène politique nationale.

Et ce n'est sans doute pas le fruit du hasard, s'ils ont déclaré leur « Uribe haïtien » le corrompu Sweet Micky, vainqueur de la mascarade électorale avec plus de 67 % des voix. Calcul visant un objectif plus profond, celui de conduire le pays à une guerre civile au sein des masses populaires afin que les forces occupantes puissent en profiter pour régner, établir du coup un terrorisme d'Etat dans le but de légaliser et de perpétuer cet anachronisme politique abattu sur le pays depuis le départ des marines américains en 1934, comme l'avait voulu Franklin Delano Roosevelt. Dans ce sens, pour eux, il faut donc que la terreur règne en Haiti, puisque sans elle leur régime sera impuissant.

A ce stade, la véritable consigne du maître impérial, les Etats-Unis, à l'égard des nouveaux maîtres-chanteurs qui vont pénétrer dans l'arène politique haïtienne, ne va être autre que : « Enrichissez-vous, placez vos protégés, obéissez-moi ». Une fois, ces balises respectées, ces hommes de main vont devoir bénéficier de tous les privilèges nécessaires pour imposer leur volonté à la nation, d'une part par l'usage généralisé de la terreur et d'autre part, par l'utilisation de la question de couleur vieux démon de la domination comme un instrument symbolique pour mieux asseoir leur emprise. A ce carrefour, il s'agira d'un foyer susceptible d'être attisé à tout moment en vue de justifier le recours à l'aventure.

Visiblement, il y a des gens qui ne comprennent rien dans tout ce qui se passe maintenant ou qui pourrait se passer. Voilà pourquoi au lieu de pleurer, ils font la fête, en criant victoire. Mais comment pourraient-ils, d'ailleurs, agir autrement, quand la campagne bien orchestrée de l'USAID a suffisamment réussi à mettre en coupe réglée tous les secteurs de la population pour les abreuver de honte et d'humiliation ? Bien sûr, il y a les avocats des causes coloniales, qui ne cessent de se rabattre sur des explications trompeuses et dangereuses afin de casser toute dynamique constructive au sein de notre peuple.

Rappelons également que Michel « Sweet Micky » Martelly tout au cours de sa campagne électorale avait fait la promesse de restaurer les Forces Armées d'Haiti que l'ancien président Jean-Bertrand Aristide avait «démobilisées» en 1995. Du reste, on peut le constater au camp FAdH, n ° 7, Lambi 12, zone Grande Saline : quelque 150 ex-militaires et jeunes recrues s'entraînent déjà trois fois par semaine.

Vers quelle aventure allons-nous donc ? Les masses populaires auront, qu'on le veuille ou non, à faire face au pouvoir nouvellement élu pour revendiquer leurs droits au logement décent, au travail, à l'éducation et à tant d'autres. A ce compte, les forces révolutionnaires, démocratiques et patriotiques doivent continuer à s'organiser en vue de contrecarrer les forces réactionnaires en gestation. Nous organiser constitue assurément l'élément essentiel pouvant aider les masses déshérités à sortir de cette situation chaotique en leur ouvrant les yeux et permettre à ceux qui dorment toujours de réaliser que le danger est déjà parmi eux. Toutefois, il faut qu'il soit bien clair qu'il ne s'agit pas d'une situation désespérée pouvant susciter scepticisme quant à la possibilité de combattre les forces réactionnaires et de prendre en main les destinées de la nation. Non !

Aussi pouvons-nous crier de toutes nos forces : Vive la lutte du peuple haïtien ! A bas toutes élections illégales ! A bas tout président illégal et corrompu!

La CIRH rejetée par une quarantaine d'organisations haïtiennes

Par Jackson Rateau

Le samedi 26 mars dernier, dans le cadre d'une journée de réflexion sur la problématique de la reconstruction d'Haïti, des organisations populaires, paysannes, humanitaires, estudiantines, syndicales et autres, estimées à une quarantaine, étaient réunies à Port-Au-Prince pour en évaluer le processus, puis délibérer sur une résolution commune.

En effet, un an après la réunion des pays donateurs, tenue au local des Nations unies à New York le 31 mars 2010, la reconstruction d'Haïti conduite sous la houlette de la CIRH, demeure une fiction. Selon ces organisations, analysant à la loupe le processus, la Commission Internationale pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH) doit être purement et simplement supprimée, puisqu'en fait, n'ayant rien délivré à la population, si non que quelques réunions et promesses fallacieuses, sans fondement.

La CIRH, sorte de structure de domination et de dépendance dont le mobile de commande est tenu par la MINUSTAH et les ONG internationales n'est qu'un instrument d'orientation, ayant pour objectif de plonger Haïti dans un précipice abyssal. « Nous réclamons la disparition de la CIRH dont l'existence constitue un affront à notre dignité collective… Nous réaffirmons que la construction alternative de notre pays et la viabilité d'un avenir impliquent un processus de rupture radicales d'avec les tendances actuelles : rupture avec l'exclusion qui s'exprime dans les rapports rural et urbain…Il est inadmissible qu'en plein 21e siècle, près de 50% de la population soit analphabète, près de 700 mille enfants ne soient pas scolarisés et 630 femmes périssent pour 100 mille naissantes vivantes… Rupture avec la situation de tutelle de fait avec la mise en place de la MINUSTAH en 2004 et qui évolue vers un processus débridé de recolonisation avec l'instauration de la CIRH en avril 2010…Rupture avec la lecture coloniale de notre pays qui doit s'exprimer à travers l'abandon d'un certain discours qui véhicule un mépris absolu de notre culture et de notre trajectoire historique… Au nom de toutes les victimes du tremblement de terre du 12 janvier 2010, nous exigeons la définition et la mise en œuvre d'un nouveau projet de société en Haïti …Nous signataires de cette déclaration, nous nous engageons plus que jamais dans une dynamique de propositions et de mobilisation afin d'aboutir à la création d'un véritable plan de construction alternative pour Haïti».

Pour les organisations ayant participé à la rencontre : Colette Lespinasse, GARR, Camille Charlmers PAPDA.

Pour les organisations signataires : APWOLIM, CMD-OD, VEDEK, MOPP, KONSA, KPSKBM, RAKPABA, MITPA, SOFA, MOREPLA, Tèt Kole Tipeyzan Ayisyen, SAKS, KLK, MODEP, GREDESH, PAPDA, GARR, SAKA, AJMDH, ASCOEH, SAJ/VEYE YO, POHDH, Fondasyon Zanmi Timoun, FGPB, ARDFD, Camp Tabarre Issa, ICKL, CERFAS, Sèk Gramsci, Camp Juampas – Lascahobas, CEAAL-Haïti, CRAD.

20 Avril, journée nationale de la diaspora

Dans un communiqué rendu public le vendredi 1e avril 2011, le Ministère des Haïtiens Vivant à l'étranger (MHAVE) a déclaré le 20 avril « Journée National de la Diaspora ». La décision a été prise par arrêté présidentiel signé en conseil des ministres le 16 mars 2011.

Le MHAVE qui, depuis 2009 a opiniâtrement accéléré ses démarches auprès de l'exécutif haïtien en vue de l'obtention de cette journée nationale pour les compatriotes haïtiens vivant à l'étranger, est finalement arrivé à bout de son objectif.

Désormais, les haïtiens vivant aux Etats-Unis, en France, au Canada, a Cuba, en République Dominicaine et dans d'autres parties du monde, auront à célébrer le 20 avril comme étant la journée nationale de la diaspora haïtienne. La journée du 20 avril a été choisi sur la base symbolique de la date historique du 20 avril 1990 quand 120 mille compatriotes haïtiens vivant aux Etats-Unis avaient investi le pont « Brooklyn Bridges » à New York pour protester contre les accusations humiliantes et gratuites des grandes presses, organisations internationales et puissances impérialistes comme les Etats-Unis, le Canada, la France, l'Angleterre et autres, qui avaient indexé les haïtiens comme groupe à risque porteur du virus SIDA.

Désormais, à commencer cette année (avril 2011), la journée du 20 avril sera commémorée annuellement comme (Journée Nationale de la Diaspora ».

Débarquement de 150 soldats américains sur le sol d'Haïti

Le dimanche 3 avril dernier, 150 fusiliers marins américains ont débarqué sur le territoire haïtien. Ils ont prétendu faire partie de la mission humanitaire « New Horizon 2011 ». Celle-ci doit assurer la continuité de la mission humanitaire « New Horizon 2010 » arrivée en Haïti l'été dernier (15 juin 2010).

La mission humanitaire « New Horizon 2011 » qui comprendra un effectif de 500 militaires étrangers avec des composantes de soldats US, canadiens, colombiens, béliziens, restera en Haïti jusqu'à la fin de l'année 2011. Revêtu de plumages humanitaires, l'oiseau, teint de plusieurs couleurs, remplit sa mission comme il se doit.

La séléction se précise!

Comme annoncé, le lundi 4 avril 2011, le Conseil Electoral provisoire (CEP) a publié ce qu'il dit être les «résultats» préliminaires du «second tour» des élections-farces du 28 novembre 2010. «Résultats» qui du reste auraient dû être proclamés depuis le 31 mars dernier. Joseph Michel Martelly, candidat de la Plateforme politique, Repons Peyizan a remporté la présidentielle avec un pourcentage de 67,57%, tandis que la candidate du RDNP, Mirlande Hyppolite Manigat en a obtenu 31,74%. On ne peut s'empêcher de s'interroger comment en l'espace de seulement quatre mois Martelly soit passé de 21.84% à 67.57%, un gain de 45.73%, alors que Mirlande Manigat n'a gagné que 0.74% (son score antérieur était de 31%). Bizarre ! Selon le CEP d'exclusion de Gaillot Dorsinvil, 4,694.961 électeurs étaient inscrits dans les registres de ce Conseil dont 716.986 ont voté en faveur de Michel Martelly et 336.747 ont choisi Mirlande Manigat.

C'est le directeur de communication du CEP, Pierre Jean Thibault qui a donné la lecture de la publication des «résultats» des élections présidentielles et législatives. On lui donne acte de cette publication. Mais il ne peut prétendre ne pas être au courant de la visite inopportune, à une heure indue, du président du CEP Gaillot Dorsinvil, de la colère «*des techniciens et opérateurs de saisi de données en apprenant qu'ils ne laisseront les locaux que sur ordre du responsable du CTV, M. Widmark Martador», des «vives disputes… entre le responsable du Centre de Tabulation des Votes (CTV) et les représentants de Mirlande Manigat au CTV… des échanges …tellement houleux que M. Dorsinvil* [menaça] *de les faire arrêter au cas où ils n'obtempèreraient pas»*, de son intervention musclée pour «*faire comptabiliser près de deux cent sept (207) procès* [verbaux] *que les techniciens avaient mis de côté pour fraudes et irrégularités… PV …pour la plupart favorables au candidat de Repons Peyizan, Michel Martelly»*.

Selon Joseph Chanoine Charles du journal Le Matin (1) de qui proviennent les citations ci-dessus mentionnées : «*Jusque très tard dans la nuit, les informations fusaient de toutes parts au sein du CTV. De sources généralement bien informées proches du CTV, Mirlande Manigat était en* [pôle] *position pour remporter les élections. Cependant, tout semble avoir changé suite à la visite de Gaillot»*. De façon étrange, *Gaillot Dorsinvil laisse les locaux de la SONAPI* [ndlr. *Société Nationale des Parcs Industriels*]. *Peu de temps après les deux représentants de Mirlande Manigat* [Max Mathurin et Paul Duchatelier] *laissent eux-mêmes le CTV sans rien dire à la presse»*. Y a-t-il eu magouilles ? De quelle nature ? Pour qui, par qui et comment ? Dans un souci de transparence, Thibault, Dorsinvil, Mathurin et Duchatelier doivent des explications au grand public, autrement la prétendue «victoire» de l'un des deux candidats et le prétendu «échec» de l'autre restent matière à controverse et à éclaircissement.

Après la proclamation de la «victoire» proclamée de Joseph Michel Martelly, des milliers de ses partisans ont gagné les rues à Port-au-Prince et dans plusieurs autres villes du pays pour fêter cette «victoire». Mirlande Manigat ayant déclaré qu'elle ne fera pas appel des résultats, Joseph Michel Martelly va succéder au président de facto, René Préval à la tête du pays le 14 mai 2011, date non retenue par la constitution de 1987 pour la rentrée en fonction du président de la République.

Aux législatives sept (7) sénateurs ont été élus dans six départements du pays. La Plateforme politique qui ne participe pas officiellement aux élections a remporté 4 sièges au Sénat de la République : Andris Riché dans la Grand'Anse ; Joseph François Anick, dans l'Artibonite, Francisco Delacruz, dans le centre et Polycarpe Wesner, dans le Nord. La plateforme INITE a gagné 2 sièges : Fritz Carlos Lebon dans le Sud ; Bien-Aimé Jean Baptiste, dans le Nord-Est du parti Avni décroche un siège et Deras Simon Dieuseul dans le département du Centre bénéficie d'un court mandat de quelques mois.

Quant à la députation voici la liste des élus :

« Port-à-Piment : Lené Gener 53% Parti INITE
Torbeck : Georges Guy Gerard 54 % Parti INITE
Camp Perrin: Pierre Augline 51% Parti Mochrena
Port Salut : Sinal Bertrand 56% Parti INITE
Tiburon : Saintima Louinord 51 % Parti INITE
Chardonnière : Lisma Omeus 53% Parti Liberasyon
Coteaux : Dolme Atrel 54% Parti Liberasyon
St Jean du Sud : Laguerre J. Benoît 73% Parti AAA
Cavaillon : Dorfeuille Gandy 59% Parti Ansanm nou fo
Aquin : Gerald Bourjolly 51% Parti INITE
Les Cayes : Tamis jean Fenel 59% Parti Repons peyizan
Roche à Bateau : Richard Olivar 50% Parti INITE
Pestel : Polite Dieunal 51% Parti INITE
Dame Marie : Louis jeune Acluche 52% Parti Alternative
Anse D'Hainault : Joachim Dorelien 52% Parti INITE
Jérémie : Laforest Rupert 58% Parti INITE
Corail : Victor Ronald 53% Parti Respe
Bombardopolis: Dorgil Gisler 50% Parti Alternative
Latortue : Casius Gros Negre 51% Parti PONT
Port de Paix : Francois Louis Amiot 53% Parti INITE
Mole Saint Nicolas : Dorius Eloune 53% Parti Alternative
Saint louis du Nord : Delhomme Louis Marie 54 % Pati PONT
Thomonde : Bernado Marie Denise 58% Parti Lavni
Las Cahobas : Siguee Marckens 54% Parti Alternative
Mirebalais : Descollines Abel 53% Lavni
Marchand Dessalines : Garcia Delva 67% Lavni »

La configuration de la Chambre des députés devra se représenter ainsi : INITE aura 33 députés, Alternative : 14, Ansanm Nou Fò : 10, AAA : 9, Lavni : 7, Rasanble : 3, Pont : 3, Repons Peyizan : 3, Indépendant : 3. Aucun parti n'a obtenu la majorité dans les deux Chambres. Les Sénateurs et députés devraient rentrer en fonction tout suite après les «résultats définitifs» prévus pour le 16 avril prochain.

Par ailleurs, le Secrétaire général de l'organisation des Nations Unies, Ban Ki-Moon prévoit un sombre mandat pour le prochain président d'Haïti. Ban Ki-Moon qui présentera son rapport sur la situation d'Haïti au Conseil de Sécurité de l'ONU, ce mercredi 6 avril a prédit : « *Le prochain président haïtien pourrait bien devoir faire face à une longue période de cohabitation difficile avec un Parlement divisé où règnent les dissensions. Il héritera de difficultés redoutables, auxquelles viendront s'ajouter le début de la prochaine saison des ouragans, l'absence de compétence du secteur public et la désillusion croissante de la population quant à la classe politique actuelle.* » a-t-il indiqué dans rapport rendu public la semaine dernière.

Pour Ban Ki-Moon qui a ses troupes dans le pays depuis 2004, la seule issue d'Haïti dans le contexte actuel sera l'établissement d'un Etat de droit. « *Pour parvenir à la paix et à la prospérité durables, les Haïtiens doivent instaurer l'Etat de droit. Mais cela demandera un engagement sincère, pour mettre en place un pouvoir judiciaire indépendant et efficace, un Parlement qui rende compte au peuple et ne doit pas être mû par des intérêts particuliers et un gouvernement transparent, qui réponde aux besoins du pays et qui représente véritablement les Haïtiens.* » a-t-il souligné.

Il a toutefois fait remarquer que l'Etat de droit implique également l'établissement d'un véritable système foncier et d'identification des citoyens, de code de construction et de lois commerciales. L'Etat de droit doit se traduire dans un jugement équitable de l'ex-dictateur, Jean Claude Duvalier, de retour en Haïti depuis 16 janvier 2011.

Ban Ki-Moon a pourtant oublié de dire que le prochain président et son gouvernement devront faire face également à des protestations incessantes revendiquant d'abord le départ inconditionnel des forces d'occupation de l'ONU, la Minustah occupant le pays depuis plus de sept ans. Et ensuite des manifestations revendiquant, notamment sur la baisse de la cherté de la vie, le paiement des arriérés de salaire (les 36 mois des révoqués des entreprises publiques : Teleco, ONA, APN, SMCRS et autres), le respect des droits fondamentaux du peuple haïtien et les acquis démocratiques suite à la chute de la dictature des Duvalier.

Pour conclure, le peuple haïtien ne sait pas encore s'il est au bout de ses peines et de ses surprises après ces élections bidon qui n'ont mobilisé qu'un faible pourcentage de la population. En effet, plus des 3/4 des Haïtiens, soit 78%, se sont abstenus de voter, selon les statistiques mêmes du CEP (2). Cela signifie que seulement 15% des électeurs inscrits ont voté pour Martelly contre seulement 7% pour Manigat. Ces chiffres en disent long sur la «victoire» et prétendue légitimité de Martelly.

Yves Pierre-Louis et la Rédaction du journal

(1) *Gaillot Dorsinvil : La visite qui aurait tout basculé.* Joseph Chanoine Charles, Le Matin, 2011-04-04 17:09:01.

(2) http://www.cepr.net/index.php/blogs/relief-and-and-reconstruction-watch/martellys-historically-weakmandate?sms ss=twitter&at xt=4d9b5fds59f59dd,0

Jean L. Dominique: 11 ans, les bandits sont dans la ville!

Par Yves Pierre-Louis

3 Avril 2000-2 Avril 2011, cela fait déjà 11 ans depuis que des bandits armés sans foi ni loi ont assassiné le directeur de Radio Haïti-Inter, Jean Léopold Dominique et son gardien, Jean Claude Louissaint à l'intérieur même de la station à Delmas. Depuis lors aucun jugement n'a été rendu, le règne de l'impunité l'emporte toujours sur l'injustice dans l'appareil judiciaire haïtien. Au total neuf (9) juges d'instruction en première instance se sont succédés sur le dossier, le dernier qui figure sur la liste est le juge Yvekel Dabrezil. Toujours est-il le problème des moyens nécessaires permettant aux juges d'instruire l'affaire, d'auditionner des témoins empêche le dossier de suivre son cours normal.



Jean L. Dominique

En 2007, à l'occasion du septième anniversaire de ce double assassinat crapuleux, sous le second mandat du président René Préval, une commission d'enquête sur les journalistes assassinés a été formée pour faire avancer particulièrement le dossier de Jean Dominique. Où en est-on maintenant ?

Selon le président de la commission, Guyler C. Delva, le dossier est toujours au cabinet d'instruction depuis 11 ans. « *Les autorités ont pratiquement refusé de mettre à la disposition du juge d'instruction chargé du dossier de l'assassinat du journaliste, Jean Léopold Dominique et Jean Claude Louissaint de Radio Haïti-Inter, les moyens nécessaires à la réalisation de sa mission.* » a-t-il déploré.

Dans une note de presse de l'Office de Protection du Citoyen (OPC), une institution créée par la constitution haïtienne de 1987, la protectrice du citoyen, Florence Elie a dénoncé la lenteur de ce dossier au niveau de la justice: « Aujourd'hui le cas emblématique de Jean attend que justice soit faite pendant que l'enquête se poursuit. Aujourd'hui de nombreux témoins et accusés potentiels sont morts ou sont disparus dès le début de l'enquête, alors que tous les inculpés se sont évadés de prison. Aujourd'hui le dossier se trouve devant le cabinet d'instruction de la Cour d'Appel après un passage de 11 mois à la Cour de Cassation qui a ordonné que les auteurs intellectuels de ces meurtres soient recherchés».

La note se poursuit tout en indiquant *: « Quand on se souvient que Jean Do a passé sa vie à défendre les opprimés contre l'injustice, quand on sait que Jean Do a combattu l'exclusion des « moun en dehors », nous avons tous un devoir de mémoire envers Jean Léopold Dominique. Considérant que tout citoyen a droit à un procès équitable, la protectrice du citoyen et de la citoyenne exhorte les acteurs judiciaires et la police à redoubler d'effort pour qu'enfin les auteurs de ce crime soient punis conformément à la loi dans les délais requis »,* a conclu la note de l'OPC.

Avec le changement de régime et de gouvernement dans quelques jours, pourrait-on espérer que le rêve de la protectrice du citoyen, de rendre justice à Jean Dominique devienne une réalité ? Alors que les différents gouvernements qui se sont succédés depuis ces 11 dernières années, pour lesquels Jean Dominique a grandement contribué dans le cadre d'un établissement d'un Etat démocratique n'ont rien fait pratiquement pour lui rendre justice. Ce dossier est classé parmi des milliers d'autres au niveau de l'enquête se poursuit. Jean Dominique disait toujours au micro de sa station de radio : « *Les bandits sont dans la ville* ». Et jusqu'à aujourd'hui, ils sont là, circulant en toute quiétude et impunité sous les yeux des autorités judiciaires. D'aucuns se demandent quand la culture de l'impunité et de la corruption au sein du pouvoir judiciaire prendra réellement fin et quand est la justice sera rendue à qui elle est due.

Ce quatre avril de la honte

Par Fanfan La Tulipe

«O mon pays, si triste est la saison
Qu'il est venu le temps de se parler
par signes»

Anthony Phelps

Depuis notre Guinée ancestrale, les mânes d'Anténor Firmin, Louis Joseph Janvier, Justin Lhérisson, Anthony Lespès, Antonio Vieux, Jacques Roumain, Roussan Camille, Jacques Stéphen Alexis, Gérald Brisson, Félix Morisseau-Leroy, Paul Laraque doivent avoir tremblé d'un grand saisissement national lorsque la douloureuse nouvelle leur est parvenue par l'entremise du vieux Vent Caraïbe : le triomphe de la vulgarité, de la médiocrité et de l'immoralité cristallisées dans l'arrogance, l'audace et l'effronterie d'un pantin obscène du panorama musical haïtien savamment dressé pour son tour de cirque électoral par une meute de la flibuste nationale et internationale avide de se repaître de la chair meurtrie d'un pays exsangue.

«Nous n'avons point de bouche pour parler», les mots de chaque jour sont devenus amers, visqueux, désabusés, lourds d'amertume, chargés de colère contenue et retenue, éclatés en mille petits cristaux de honte et de rage. O rage, ô désespoir de constater avec tristesse comment une large partie de mon pays, y compris la jeunesse, s'est laissée séduire par une propagande savamment orchestrée et qui a fait son chemin dans son subconscient, à savoir que les *save*, les intellectuels, les hommes politiques, les détenteurs de diplômes ont échoué, alors place à un analphabète, à un entrepreneur qui a réussi dans l'art musical aux accords les plus orduriers, lascifs et vulgaires. Intoxication des esprits. Débilité des cerveaux. Consciences mutilées. Triste saison. Morte saison.

Sur les ondes, à écouter des radios haïtiennes, le «triomphe » de Martelly serait une «victoire pour la démocratie». Et présentateurs et intervenants pro-Martelly d'applaudir à la perspective de «changement» pour le pays. Au passage, tous ne manquent pas de signaler, de mettre en exergue le «profond décalage» entre les scores faits respectivement par le chanteur et la constitutionnaliste et qui ne serait pas source de contestation de la part de la candidate du RDNP. Quoique n'ayant absolument aucune sympathie politique pour Mirlande Manigat, nous trouvons par contre tout à fait bizarre que l'écart du pourcentage de suffrages récoltés par les deux candidats se soit tellement agrandi depuis le premier tour. Dans cette même veine, il nous est tombé sous les yeux un article très troublant paru dans le quotidien Le Matin hier 4 avril, intitulé «La visite qui a tout changé», sous la plume de Joseph Chanoine Charles. On y lit en effet : «*Jusque très tard dans la nuit, les informations fusaient de toute part au sein du CTV* [*ndlr.* Centre de Tabulation des Votes]. *De sources généralement bien informées proches du CTV, Mirlande Manigat était en* [*bonne*] *position pour remporter les élections. Cependant, tout semble avoir changé suite à la visite de Gaillot»*. Il s'agit d'une visite effectuée 10 heures 35 du soir. Selon Chanoine Charles : «*Gaillot Dorsinvil fait une deuxième apparition au CTV. Cette fois, il est seul. Un visage rempli de mines, M. Dorsinvil franchit les portes du bureau du responsable du CTV»*. Dorsainvil «*aurait décidé manu militari de faire comptabiliser près de deux cent sept (207) procès* [verbaux] *que les techniciens avaient mis de côté pour fraudes et irrégularités. Ces PV sont pour la plupart favorables au candidat de Repons Peyizan, Michel Martelly», rapporte Charles. Y avait-il eu vraiment des fraudes ? S'il n'y en avait* pas, pourquoi avoir mis ces procès-verbaux de côté ? S'il y en avait, pourquoi les avoir repris pour comptabilisation ? Que savait Dorsinvil *? Qu'était-il venu faire au Centre de Tabulations à une heure indue de la nuit? Edmond Mulet a-t-il été celui qui a tranché en faveur de la tardive comptabilisation ? Eske gen lajan ki bay ? Nous ne saurons jamais. Ce sont de sordides secrets d'un 4 avril de la honte.*



Que savait Gaillot Dorsinvil ? Qu'était-il venu faire au Centre de Tabulations à une heure indue de la nuit?



Mirlande Manigat n'a qu'à s'en prendre à elle-même, car au départ elle avait accepté de son plein gré à participer à un processus vicié à la base

De toute façon, aujourd'hui, plutôt que de crier à la fraude, à un coup d'Etat dorsinvilo-tabulatoire, Mirlande Manigat n'a qu'à s'en prendre à elle-même, car au départ elle avait accepté de son plein gré à participer à un processus vicié à la base. Alors que lors des résultats du premier tour marqué au coin de fraudes massives elle s'était pour ainsi dire ressaisie et avait demandé l'annulation de la mascarade pro-Jude, brusquement, au grand dam des uns et des autres, elle changea d'avis, apparemment suite à un coup de fil venu de très haut, un appel du Blanc au plus haut du ciel des magouilles et qui l'aurait assurée de sa position en première place. Et quand l'OEA s'est mise de la partie infligeant un cinglant camouflet aussi bien au CEP qu'à Préval, Mirlande Manigat savait très bien que le recomptage des votes n'avait indiqué aucun pourcentage attribué aux deux «élus» à participer au second tour. Elle était en pleine fraude, Martelly aussi, du reste. Les dés étaient pipés au départ, bien avant même le 28 novembre de l'année dernière, et l'ont été jusqu'à ce 4 avril de la honte. Alors, Madame, *ki kote k fè w mal* ?

Si triste est cette saison regorgeant de dupes et de naïfs, qu'il faut se demander de quoi demain sera-t-il fait. Car l'entourage de Martelly n'inspire aucune confiance en terme de changement dont il voudrait être un symbole. Recensons des énergumènes tels que Me. Gervais Charles qui a eu le front d'intégrer le conseil de la défense de Jean-Claude Duvalier; Gary Lissade, bâtonnier de l'Ordre des Avocats entre 1990 et 1994 durant la période troublée du coup d'Etat contre le président Aristide ; Calixte Delatour, l'avocat de Raoul Cedras jusqu'à son départ pour l'exil en 1994, et c'est tout dire ; Jean-Robert Estimé qui fut aux Affaires étrangères sous Jean-Claude Duvalier, et présentement lié au projet Winner/ USAID, un projet disposant d'un budget impressionnant ; Daniel Supplice, duvaliériste notoire.

Ce 4 avril de la honte a consacré l'émergence d'un musicien aux manières dévergondées, à l'intellect limité, sans doute tordu et qui a su habilement se faire passer pour un agent du changement, un porteur de promesses pour l'avenir du pays particulièrement en matière d'éducation et d'investissement, ce grâce à une campagne d'intoxication de la population aux bords du désespoir après les cinq années de négligence criminelle de l'équipe au pouvoir, cinq douloureuses années grevées par surcroît d'un catastrophique tremblement de terre auquel s'est ajoutée la propagation du choléra, un fléau devenu national.

Dès ce 4 avril de la honte, la voie est bien ouverte à tous ceux-là qui naturellement, intellectuellement, moralement ne seraient pas présidentiables. Simple, pourtant. Ils n'auront qu'à se parer de grande audace, d'une certaine «originalité», mettre sur pied une ONG humanitaire, quelque chose comme « Bonbon rose», pour se tailler un profil d'accompagnateur des humbles et des démunis, et surtout se mettre à courtiser le Blanc. On sait que Wyclef Jean est déjà sur la piste, prêt à prendre la relève de son alter ego d'ici quelque cinq années. Musiciens de toutes les tendances grivoises et obscènes, unissez-vous et préparez-vous ou bien à épauler Jean ou bien à être des compétiteurs. Il vous faudra bien du toupet, bien des *je chèch*.

Ce 4 avril de la honte, grâce à ses théâtrales turpitudes et à ses performances musicales marquées au coin de la vulgarité, de l'indécence, et de comportements obscènes, un minus habens audacieux autant qu'effronté a réussi à faire avaler à une bonne partie de la population l'idée que les intellectuels, les détenteurs de diplômes ne sont d'aucune utilité au pays, nuisibles même, et qu'il faut bien les remplacer par bien plus médiocre qu'eux, par un quidam aux mœurs déliquescentes versé dans le tapage musical bruyant, dévoyé, et le tape-à-l'œil trompeur d'une réussite «professionnelle» empreinte d'immoralité. Et jusqu'au moment d'écrire ces lignes, on n'a pas encore entendu réagir les intellectuels du «Collectif NON» de 2003-2004. Sans doute sont-ils encore abasourdis par l'impact de la gifle, à moins qu'ils ne se sentent nullement concernés par l'impertinence du mec. Double honte en ce 4 avril de toutes les impostures.

Ceux-là qui assurément ne se sentent pas concernés du tout sont ces politichiens-musichiens de palais qui n'auront aucune gêne, aucune honte à abandonner le camp Manigat, après la défaite, pour rapidement monter à bord du bateau Martelly après qu'ils auront eu, dans un passé pas trop éloigné, déserté les rangs de Jude Célestin. Ah ! *ti papa, primum vivere, deinde politicare.* Primum défendre les intérêts de classe et de poche, deinde philosophare à propos du peuple, cette nébuleuse engeance dont il faut remplir le bol à coups de promesses fallacieuses, de mensonges et de faux-semblants.

On n'oubliera pas de sitôt ce 4 avril de la honte.

Lèt tou louvri pou rektora-a Inivèsite Leta a

Pòtoprens nan dat 31 mas 2011

Sendika Travayè Anseyan Inivèsite Ayiti (STAIA) etone aprann nan mwens pase yon mwa Rektora UEH la pran twa sanksyon kont direktè adjwen rechèch nan rektora a James Darbouze. Lèt blam 18 fevriye, miz andisponibilite 23 fevriye epi sispansyon san salè 21 mas, yon lapli sanksyon ki parèt byen sispèk lè n ap konsidere motif ki pran pou yo. Rektè Vernet HENRY reprann menm pretèks ak vis rektè Fritz Deshommes komkwa pwofesè a ta voye yon SMS pou envite nan yon reyinyon pwofesè sou dosye grèv lafen etidyan etnoloji yo.

Fòk nou fè sonje libète reyinyon ak asosyasyon garanti nan atik 32 konstitisyon 1987 ak dekrè 2005 sou fonksyon piblik la (atitk 151). Nou pa konprann kouman rektora a kapab vle aji nan mete sou kote aki demokratik sa yo. Pandan se menm aki sa yo ki pèmèt jounen jodi a yo rive okipe fonksyon rektè ak vis rektè UEH la. Eske konsèy egzekitif la ap tounen nan pratik gwo ponyèt moman nwa diktati divalyeris la kote se te espyonaj, abi otorite ak kliyantelis ki t ap domine ? Dapre atik 28 konstitisyon 1987 la, li nan dwa tout sitwayen pou l eksprime l sou tout kesyon, asosye ak lòt moun pou defann entere yo kòm gwoup. James Darbouze se yon pwofesè sendike, li kapab reyini ak kolèg li pou reflechi sou fonksyonman Inivesite a. Se yon dwa epi yon devwa sitwayen responsab. Sa pa ka nwi enterè Leta ni Inivesite leta a. Kidonk, apèl pou reyinyon an pa kab jistifye sanksyon ankaskad ki pran kont li yo.

STAIA ap fè sonje tou sanksyon sa yo depaman avèk sa konstitisyon 1987 lan di sou libète pou moun pale ak libète pou enfomasyon sikile lib e libè. Li depaman tou avèk dekrè lwa sou fonksyon piblik 2005 la ki rekonèt libète asosyasyon ak reyinyon. Nan sans sa a, nou ap ezije rektora UEH la pou l ta reprann li prese prese epi retounen sou desizyon abitrè, gwo ponyèt, ilegal sa yo ki pran kont James Darbouze lan, prezante l eskiz piblikman epi reyabilite l kòmsadwa nan fonksyon l. STAIA ap anonse lopinyon piblik anjeneral li sipòte epi l ap akonpanye pwofesè James Darbouze nan demach lafè pou Rektora a tounen sou sanksyon ilegal li ki pran kont li yo.

Pou STAIA,
Louis Alvares ; Leunique Gaspard ak Renel Exentus

Nòt pou laprès

Aprè 7 lane egzil, 7 lane soufrans, jodi a nou santi n fyè nan non pèp ayisyen an, nan non pa w pou n di: mèsi prezidan Jacob Zuma, prezidan Tabo M. Beki, prezidan Nelson Mandela ; mèsi Lafrik pou ospitalite yo te bay zantray yo, frè yo Jean-Bertrand Aristide ak tout fanmi l.

Apre tout bèl egzanp Toussaint Louverture, papa Jean Jacques Dessalines ak lòt zansèt nou yo te fin trase kite pou nou, yon lòt fwa ankò nou santi n mil fwa fyè pou n mete tèt nou dwat pou nou gade Lafrik. Nou pwofite moman sa a pou n di ayibobo pou tout militan k ap batay pou fè dwa moun respekte ak pou fè demokrasi triyonfe nan lemonn, espesyalman Dany Glover, Ira Kurzban ak tout manm Black Caucus yo elatriye.

Doktè nou an, prezidan nou an, lidè nou an, pitit Toussaint Louverture la, pèmèt pou n di ou menm, madanm ou ak pitit ou yo mèsi pou kouraj nou, pou soufrans nou pase pou koz moun ki pi mal yo. Yon lòt fwa ankò nou renouvle konviksyon nou ak tout kè nou pou n di: prezidan Titid ou pa pou kont ou nan batay la.

Nan lane 1802, lè kolon te finn arete jeni nou an Toussaint Louverture, papa Dessalines te pran tèt batay la pou l te mennen nou nan 1ye janvye 1804 kòm premye pèp nwa lib e endepandan.

Ayiti se pou tout ayisyen san distinksyon. Jodi a se kè n k ap rache pou n wè kouman Ayiti pèdi dwa granmoun li, nou pèdi fyète nou e sa ki pirèd la se menm konze yo ki trayi zansèt nou yo jodi a se menm moun sa yo ki fè kolon yo mete bòt yo sou tè zansèt nou yo.

Jodi a se twòp atò, fòk enjerans sa fini yon fwa pou tout, fòk Edmon Mulet ak tout Minustah kite peyi a vit e prese.

Pou pèp la sispens mouri anba kolera, Minustah must go! Minustah dwe pati pou ensekirite fini, pou gen bonjan eleksyon lib, onèt, san esklisyon Minustah must go! Chak ane Minustah koute plis pase $600,000,000 dola meriken, si kòb sa a te ale nan men leta ayisyen, nou tap gen plis polis, plis sekirite, plis travay, plis lekol, plis lopital e plis kay pou moun dòmi, elatriye.

Mobilizasyon san vyolans nan 10 depatman yo se sèl zouti pou fè Minustah ale. Pou Ayiti reviv, fòk tout ayisyen met tèt yo ansanm pou fè Minustah pati, pou n sove diyite nou.

Viv lit pèp ayisyen an ! Viv retou alavi ! Viv retou Titid!

Moun ki siyen nòt sa a
Frenel Anacrayon, sekretè jeneral Rasanbleman Militan Pwogresis
frenelanacrayon@hotmail.com
Jean Robert Pierre-Louis, manm TKL Senjan Bosko
Claude J. St. Germain, kòdonatè Fanmi Lavalas Boston
neyssport@yahoo.com
Nouyòk 29 mas 2011

Jean Claude Duvalier pat janm nan rezidans siveye

Se pwoteksyon lapolis t ap ba li nan kanapevè

Nan lane 85-86 anvan bebi Dòk te pran wout pou legzil, zafè mete moun an rezidans siveye a se te monnen kouran. Nou te jwenn kèk advèsè l tankou mèt Gregoire Eugène ak Sylvio Claude ki pat gen dwa pou yo te fè ni monte ni desann. Si pou yo ta pèdi palavire yo pou yo t al bwè yon gòje dlo kay yon vwazen, fòk yo ta genyen yon tonton makout oubyen yon polis rechèch kriminèl nan dengonn yo. Rapòtè sa yo toujou chita nan yon vye machin, pafwa yo foure yon vye chapo nan tèt yo, sal tankou dan peny, y ap veye kilè Gregoire oubyen Sylvio ap soti pou palè kapab okouran. Gen defwa menm, detektif oubyen VSN yo konn abiye tankou chany, yo rete sou katye nèg yo y ap veye. Epòk sa se pat dan ki t ap griyen, se te sousi ki t ap kontre.

Nan menm epòk sa, mwen te gen yon ti senp istwa ki te make m. Mwen te rankontre ak yon pwòch mwen ki t ap fè siveye rapòte andedan rechèch kriminèl, presizeman nan zòn mèt Eugene nan. Li te tèlman ak yon vye rad sal sou li, mwen mande l sak pase. Li te di m se yon kamoken l ap siveye. Kamoken sa pa gen non ? Li reponn mwen Mèt Eugène. 4 semèn apre, li pase bò lakay mwen pou l anonse m yo voye l nan Plato Santral, paske li t al pran yon chen janbe, mèt Eugène te soti san li pa wè, Palè Nasyonal transfere l.



Jean Claude Duvalier lò li te sòti lopital la

Jean Claude Duvalier vin al nan egzil. Apre pase 25 lane, li tounen nan peyi l. Se dwa li pou l tounen paske se konstitisyon an ki mande sa. Jean Claude tounen, li fèt pou l ta konparèt devan lajistis menm jan ak Pinochet. Menmsi yon moun kontan, menmsi li pa kontan, se konsa pou sa ta fèt. Se pa ta yon kesyon li malad ni li twò veyi pou laj li. Gwo kesyon an se: kilès ki pral jije l? Se youn nan kesyon ki bay anpil pwoblèm. Se kòm si nou ta di: mennen koulèv la lekòl se youn, fè l chita se yon lòt. Wi, kesyon sa bay anpil tèt fè mal paske pa gen moun anndan jistis la k ap gen kouraj pou fè l. Menm sa ki konn ap plenyen kòm swadizan yo pèdi fanmi yo anba grif Bebi Dòk, pap gen kouraj sa a.

Gen kèk jou konsa, gen yon bagay ki sot pase anba je nou la, anpil moun pa wè l. Jean Claude Duvalier malad. Nan detan twa mouvman, bri kouri, tout moun okouran, Bebi Dòk al entène lopital Kanapevè. Sa w tande a bri lanmò l gentan kouri tou. Men se pat limenm ki te al nan peyi san chapo, se te yon animatè radyo ki te pote menm non avè l. Pòv Bebi Dòk, li pa mouri, men kote li kouche sou kabann lopital la, gouvènman an mete l an rezidans siveye.

Erezman, nou pa pran nan kraponay, ni maskarad tinèg ki konprann yo gen nanm pase nou. Jij deklare Bebi Dòk pa gen dwa fè yon pa nago, yon pa kita.Yo pran tout moun pou enbesil. Andedan Kanapevè te chaje ak polis byen abiye, yo t ap veye Jean Claude pou l pat sove. Men nan tout bagay sa a, moun yo t ap siveye a pat minote sou kabann nan jan sa konn abitye fèt. Lòt bagay moun te kapab konstate ankò, polis yo pat nan vye machin, ni yo pat degize an chany.

Nou mande eske se nan yon kou pa konprann mesye k ap gouvène yo vle pran n ? Pou kisa se pandan Jean Claude entène nan lopital la zafè rezidans siveye a pale ? Se pou te bay Jean Claude pwoteksyon ki fè sa te fèt.

Kout teyat. Bebi Dòk soti lopital la, kouto fonmasi a fè soti yon deklarasyon nan radyo. Mèt Reynold Georges deklare kliyan l nan gen dwa paweze kò l kote l vle paske li pote arete jij la devan yon lòt tribinal.

Kidonk, Duvalier pat janm an rezidans siveye, se pwoteksyon yo t al ba li nan lopital Kanapevè.

Jean S. Pompée

Election en Haïti: un coup d'état, un de plus! J'accuse!

Par Cassien GAUTHIER

Oui j'accuse les Etats-Unis, le Canada, la France (elle qui brille par sa lâcheté), la Communauté Internationale (sous couvert d'un CEP fantoche) et l'élite haïtienne de réaliser en ce moment même un coup d'état en Haïti ! Ces élections ne sont pas celles du peuple haïtien mais celles des grandes puissances occidentales !

Accusation grave me direz-vous, mais les évènements me donnent raison. Analysons ensemble les coulisses de ce qui s'apparente au coup d'état le plus pervers, le plus ignoble, le plus détestable qu'ait connu Haïti (au même titre que le départ forcé du Président Jean-Bertrand Aristide en 2004. Pour les éternels sceptiques à ce sujet, lisez Haïti l'insupportable souffrance, de Randall Robinson, vous comprendrez …).

Coup d'état pervers, ignoble et détestable par le simple fait qu'il se fasse sans violence apparente ni usage ostentatoire des armes, avec la parfaite vraisemblance d'une élection libre et démocratique. Bravo aux USA, au Canada, à l'ONU, à la France qui laisse faire, aux riches bourgeois de la diaspora, aux intellectuels patentés, bravo pour votre prise du pouvoir en Haïti ! Vous êtes arrivés à vos fins !

Qui vote à ces élections présidentielles en Haïti ? Le peuple ? NON ! Car on a interdit au peuple de s'exprimer en évinçant du scrutin le parti Fanmi Lavalas, le seul parti du peuple. On coupe la voix du peuple, on musèle ses représentants, on fait taire ses partisans. Depuis le séisme du 12 janvier 2010, les écoles, les maisons, les dispensaires, les églises, les bâtiments publics (palais présidentiel, mairies, ministères) ainsi que les commerces sont à terre, les débris jonchent encore le sol de la capitale. Les habitants de Port-au-Prince ont tout perdu (y compris leur carte d'électeur) et on nous fait croire que les Haïtiens se déplacent massivement aux urnes, alors qu'aucun candidat n'a été choisi par eux ! Quelle supercherie ! Pas de bureaux de vote, pas de carte électorale, pas de représentant du peuple à ce scrutin. J'appelle cela une pièce de théâtre du genre tragicomédie !

Quel candidat pour ces élections ? Après l'échec de la candidature de Wyclef Jean, il fallut que les Etats-Unis et leurs comparses trouvent une autre alternative, si possible dans le milieu du spectacle et du show pour contenir les millions de jeunes électeurs toujours partisans de Fanmi Lavalas et de son illustre leader : Jean-Bertrand Aristide. Pour l'anecdote, si vous avez l'occasion de marcher dans Port-au-Prince, interrogez les passants : « Qui est pour vous le président d'Haïti ? » 'Titid' fusera immédiatement de la bouche de vos interlocuteurs. En Haïti, président égale Aristide.

Donc à défaut d'un Wyclef Jean trop américain et pas assez haïtien, on débarque 'Micky' totalement sans expérience politique mais chanteur à succès. A 15 ans M. Martelly avoue avoir eu sa carte des tontons macoutes, il fricote plus ou moins avec les milieux de la drogue et du vandalisme avant de trouver sa voie dans le Kompa et de lancer sa carrière. Sur scène il se travestit, se déshabille et profère des paroles obscènes dans ses chansons. N'avons-nous vraiment trouvé personne d'autre pour faire subir à Haïti l'affront d'un pareil pantin à la tête de l'Etat ? Non, la presse internationale voit en lui un nouveau guide, une nouvelle chance pour le pays et les occidentaux le poussent au point de trafiquer les élections (comme toujours) pour lui faire passer le premier tour et le donner vainqueur au second tour ! Mais où va-t-on ? Vous imaginez Johnny Halliday à l'Elysée ? Quelle catastrophe ! Voilà ce qui se passe en Haïti actuellement.



Bill Clinton et Michel Martelly. J'accuse les Etats-Unis, le Canada, la France, la Communauté Internationale et l'élite Haïtienne de réaliser en ce moment même en Haïti le coup d'état le plus pervers qui soit !



Après l'échec de la candidature de Wyclef Jean, il fallut que les Etats-Unis et leurs comparses trouvent une autre alternative, si possible dans le milieu du spectacle et du show pour contenir les millions de jeunes

Dans quelle situation le gouvernement sortant laisse-t-il le pays ? Le bilan de Mr Préval est sans appel : Haïti va de mal en pis. L'économie est au plus bas, l'éducation est plus ou moins à l'arrêt, la santé n'en parlons pas (épidémie de choléra), l'agriculture est encore délaissée … Des experts feront ces constats mieux que moi. Il est cependant certain que depuis sept ans « le passage d'une misère indigne à une pauvreté digne » (J-B Aristide) ne se réalise pas. A ce propos, cela faisait sept ans que Titid n'était plus rentré au pays …

Le seul geste louable dans le sombre mandat du président Préval (qui n'a jamais cessé d'être manipulé par les USA, le Canada et la France) est d'avoir, dans un dernier éclair de lucidité et d'humanité, accordé à Aristide le passeport qu'il attend depuis si longtemps. Enfin il est de retour, à la plus grande joie des milliers de citoyens venus l'accueillir à l'aéroport Toussaint L'Ouverture et qui l'ont escorté jusqu'à sa résidence de Tabarre. Retour difficile et semé d'embûches dont les télévisions du monde entier n'ont quasiment pas parlé. Preuve qu'il a encore pour lui l'enthousiasme de la foule et la voix de son peuple, les grandes puissances colonisatrices d'Europe et d'Amérique ont tout fait pour retarder ce retour car elles savent que Titid est toujours le seul représentant légitime du peuple Haïtien, le seul en qui ce peuple a foi. Merci au passage à la famille Kennedy d'avoir bien voulu dépêcher un avion pour Aristide, sa famille et ses collaborateurs. Merci à Nelson Mandela d'avoir accueilli et protégé Aristide pendant son séjour en Afrique du Sud. Heureusement qu'il y a encore des gens sur terre qui portent en étendard la justice et la liberté.

Quid d'Aristide aujourd'hui ? A défaut de n'avoir pu empêcher son retour, les occidentaux et maints intellectuels de la diaspora, continuent de le calomnier, de le diaboliser et de vouloir sa peau à tout prix. Avant-hier, une rumeur nous est parvenue : on a tenté de tuer Aristide, sa maison a été saccagée, sa famille molestée. Vérification faite il n'en est rien heureusement mais cette rumeur est la preuve que les serpents ont encore du venin à répandre.

Ces dernières semaines on redoutait ce retour, donnant comme argument « qu'il ne faut pas ajouter des problèmes aux problèmes ». De qui se moque-t-on ? Duvalier serait alors une solution ? C'est en tout cas la dernière carte jouée par la France qui, par ce geste, s'est totalement

Suite à la page (16)

Michel Martelly ou le triomphe de la médiocratie

Par Castro Desroches

Lorsque les clameurs des protestataires se seront tues, le 4 avril entrera dans les annales de l'Histoire, comme une journée de deuil national. Un nouveau 22 septembre. Après le gros bleu et le kaki, c'est le rose qui est devenu aujourd'hui la couleur de la déchéance dans un pays livide, écorché à l'arme blanche. Comme si le séisme du 12 janvier 2010 ne suffisait pas, une autre catastrophe (potentiellement plus grave, qui sait ?) est venue asséner le coup de grâce à Haïti. Un an plus tard (et plus triste), les rêves de milliards, de reconstruction et de refondation de la Nation haïtienne se sont vite transformés en cauchemar. Tours de Babel. Babylone. Baby Doc. Ruines de Pompéi. Châteaux de cartes. Coup de poker électoral. Châteaux de sables. L'amer à boire et le « poison » d'avril servis sur un plateau d'argent. Naufrage national entre vents et marées. Mer de Dieu, priez pour nous pauvres « pêcheurs », maintenant et à l'heure de notre mort, Amen.

Avec la bénédiction des prêcheurs en eaux troubles, Sweet Micky va présider pendant cinq ans (ou cinq mois, c'est selon) aux destinées de ce singulier petit pays que l'historien Roger Gaillard appelait à juste titre La République Exterminatrice. Partie du grand Nord, dans son voyage triangulaire, la bouteille à la mer lancée du grand bateau fou a finalement atterri sur les côtes squelettiques d'Haïti. Message cryptique, apocalyptique. Châtiment pour le péché originel de 1804. Tu enfanteras la bête immonde dans la douleur la plus atroce. Ave César, ceux qui vont mourir te saluent. Césarienne sans anesthésie à l'Hôpital Général pour l'accouchement du nouveau Néron sous les regards satisfaits des infirmiers en bleu de Baby Doc.

Ce que l'on considérait hier encore comme une fanfaronnade d'ivrogne et de drogué est devenu aujourd'hui brutale réalité. Une nouvelle secousse dans la spirale musicale de la mort. De la matrice du chaos, est né, le nouvel homme d'airain. Le clairin est tiré de la canne amère, il faut le boire ou le rejeter. Assoiffée de pouvoir, la classe politique est aux abois. Restée sur sa faim, elle attend l'appel Digicel pour vendre aux enchères son âme-véritable (l'arbre de la connaissance du Bien et du Mal). Combat épique entre science et conscience. Attentisme et patatisme marchent main dans la main dans le corridor de la tentation. « Mon amour se cacha pour plaire à ta vertu ». Emmène-moi avec toi sur le toit étroit du Palais. Je t'apporterai un pirouli qui te flattera le palais.

L'avocat du Diable, Reynold Georges, ne sait plus où donner de la tête dans l'empire du mal. Slaloms géants sur les charbons ardents de l'incertitude. Clair-obscur. Calculs politiques grandioses mais empiriques. L'opportunisme n'est pas une science exacte. Pile ou face ? Il ne perd jamais la face de Belzébuth. La belle ou la bête ? Il fait la navette



Michel Martelly, ce que l'on considérait hier encore comme une fanfaronnade d'ivrogne et de drogué est devenu aujourd'hui brutale réalité

entre l'impure et le pire. Valse-hésitation, dénonciations, dissociations et revirements obscènes sur la scène. Coups de foucades. Macarena et Lambada au son cacophonique du Compas. Il faut suivre pas à pas les contorsions et les gesticulations du vainqueur.

Michel Martelly va-t-il assurer l'animation musicale à sa propre cérémonie d'inauguration ? « I don't care. I don't give a damn. » Va-t-il jouer complètement nu comme il l'avait promis dans une interview ? C'est un gouvernement de gros bozos ! Avantages barbe et moustache. Les musiciens chétifs ne seront pas au goût du chef de bande. C'est un gouvernement de braguettes bien remplies et de postérieurs rebondis pour le dur « métier » de durer au pouvoir. Les postulants aux « instruments » dérisoires sont respectueusement priés de rester dans les jupes de leur maman. Photos à l'appui s'il-vous-plaît. Pas le temps de vérifier le bon grain de l'ivraie.

La campagne d'intoxication a marché comme sur des roulettes. Sweet Micky est entré bien poudré, bien maquillé dans le petit manuel d'histoire de Jean-Claude Dorsainvil à travers des élections travesties. Tête de calebasse. Sourire

Suite à la page (16)

MINUSTAH: Transformation ou départ!

La mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH) établie en violation flagrante de la constitution haïtienne par un accord signé par le Premier Ministre de facto, Gérard Latortue, le 9 Juillet 2004 fait l'objet de discussions sur sa transformation ou son départ. Le président Colombien, Juan Manuel Santos qui va assurer la présidence tournante du Conseil de sécurité de l'ONU a plaidé en faveur de la transformation des forces d'occupation des Nations Unies en Haïti, en une force de développement dans le processus de reconstruction du pays.

Dans cette perspective, la ministre des Affaires étrangères de la Colombie, Maria Angéla Holguín, accompagnée de son homologue dominicain, Carlos Morales Troncoso a effectué une brève visite à Port-au-Prince, le mercredi 30 mars 2011. L'objectif de cette visite rentre dans le cadre de préparation d'une réunion qui aura lieu le mercredi 6 avril prochain au Conseil de Sécurité de l'ONU dont les débats se dérouleront autour de la reconstruction d'Haïti, ravagée par le séisme du 12 janvier 2010.



Les chars des forces d'occupation de la Minustah


De gauche à droite : le Premier ministre haïtien Jean Max Bellerive, le ministre des Affaires étrangères dominicain, Carlos Morales Troncoso, le président haïtien René G. Préval et la ministre des Affaires étrangères de la Colombie, Maria Angéla Holguín

Au cours de cette visite, ils ont rencontré le président et le Premier ministre de facto, René Préval qui restent à passer une quarantaine de jours à la tête du pays, a plaidé en faveur de la modification de la mission de la Minustah. Les forces de l'ONU devraient s'impliquer davantage dans des activités de développement en lieu et place de la sécurité, pour laquelle elle a été initialement imposée : *« Notre première priorité C'est la modification du mandat de la Minustah, notre seconde c'est qu'on laisse au gouvernement et au peuple haïtien le leadership dans la reconstruction du pays. »* a déclaré René Préval.

Le ministre dominicain des Affaires étrangères, Carlos Morales Troncoso, quant à lui a déclaré : *« Qui mieux que les Haïtiens peut définir leurs priorités ! Haïti est pour les Haïtiens, on doit laisser à Haïti de prendre en main sa propre reconstruction. »* a-t-il fait savoir.

La ministre colombienne des Affaires étrangères, María Angela Holguín de son côté a confirmé que le président haïtien, René Préval a accepté l'invitation de son homologue colombien, Juan Manuel Santos à sa participation aux réunions du Conseil de Sécurité le 6 Avril prochain, à côté de l'ex-président des Etats-Unis et co-président de la CIRH, Bill Clinton, le secrétaire général de l'OEA, José Miguel Insulza, le président de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) Alberto Moreno et les huit autres ministres des Affaires étrangères de la région des Caraïbes. Lors de sa visite, des rencontres se sont tenues avec les deux candidats marionnettes à la présidence, Mirlande Manigat et Michel Martelly, ainsi que le chef des forces d'occupation de l'ONU, Edmond Mulet.

Le 6 Avril prochain à New York lors de la réunion du Conseil de sécurité, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, dans son rapport va clarifier des incertitudes soulevées sur l'avenir de la Minustah en Haïti. Il questionnera probablement le présent et l'avenir du post-séisme du 12 janvier 2010. Outre l'avenir des forces d'occupation de l'ONU, la question de la reconstruction d'Haïti, le déroulement des mascarades électorales du 28 Novembre 2010 et celles du 20 mars 2011, l'établissement d'un Etat de droit entre autres seront au centre des débats, selon le chef civil des forces onusiennes, Edmond Mulet.

La participation du co-président de la commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH) montre très clairement les rapports entre les forces d'occupation et la reconstruction d'Haïti. C'est dans cet ordre d'idées que des organisations sociales et des secteurs de la société haïtienne ont fixé leur position commune dans un document rendu public le jeudi 31 mars 2011. Ce document fait suite à une réunion organisée le 26 mars dernier, à l'occasion du premier anniversaire de la conférence des bailleurs de fonds sur la reconstruction d'Haïti, tenue à New York fin mars 2010.

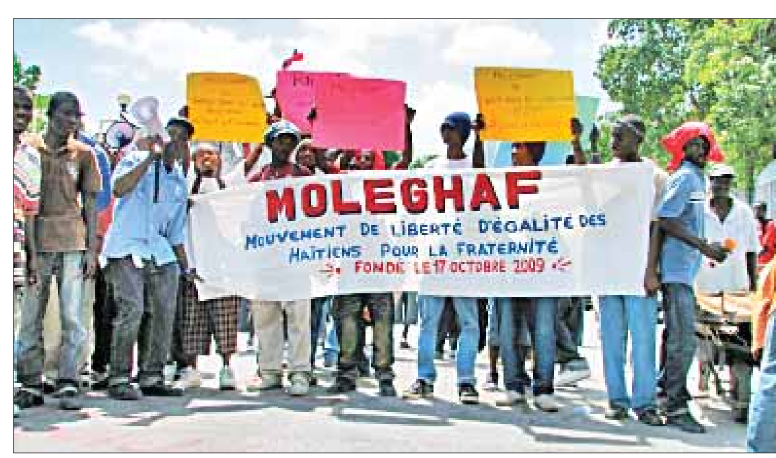
« Les analyses et témoignages nous ont conduits au constat que collectivement la société haïtienne continue à être enfermée dans les mêmes pièges de l'exclusion, de la dépendance, de la méconnaissance de nos forces, de nos ressources, de notre identité. [....]. Les structures du système de domination et de dépendance se sont reproduites et renforcées avec la mise en place d'un dispositif stratégique réunissant la Minustah, la CIRH et les grandes ONG internationales. » a-t-on écrit.

Une quarantaine d'organisations et institutions haïtiennes ont réaffirmé de façon claire et nette que la reconstruction alternative d'Haïti et la viabilité d'un avenir différent de celui d'aujourd'hui impliquent un processus de rupture radicale d'avec les tendances actuelles : « Rupture avec la dépendance qui s'exprime à travers une soumission presque totale d'une grande partie de la classe politique aux grandes puissances (impérialistes américaines et européennes), une situation de tutelle de fait avec la mise en place de la Minustah en 2004 et qui évolue vers un processus débridé de recolonisation avec l'instauration de la (CIRH) en avril 2010. Le rôle joué par la communauté internationale dans les décisions concernant les élections présidentielles et législatives du 28 Novembre 2010 et du 20 mars 2011 participe à cette dépendance accrue. » a-t-on enchaîné.

D'autres organisations populaires et progressistes d'Haïti qui ne cessaient d'exiger inconditionnellement le départ des forces d'occupation de l'ONU du territoire national vont organiser un plaidoyer contre la présence des forces de l'ONU depuis plus de sept ans. Des documents dont une pétition devrait sous peu de temps être mis en circulation pour recueillir des signatures, réclamant le départ de la Minustah. Un tribunal populaire devrait être érigé également pour juger les responsables des atrocités des soldats de l'ONU sur la population haïtienne en général, particulièrement les victimes de l'épidémie de choléra transmise par les casques bleus de l'ONU au cours du mois d'Octobre 2010. Donc la bataille contre la Minustah va s'intensifier jusqu'à ce qu'elle quitte le pays. Et elle doit quitter le pays.

Sit-in contre la hausse des prix du carburant

Répression de la Minustah !



Sit-in du Mouvement de Liberté, d'Egalité des Haïtiens pour la Fraternité (MOLEGHAF) de Fort-national devant les locaux du Ministère des Affaires sociales, à la rue Charles Summer pour protester contre l'augmentation des prix de l'essence et le coût de la vie

Par Yves Pierre-Louis

La hausse des prix du carburant en Haïti à la fin du mois de Mars 2011, qui a entraîné automatiquement l'augmentation des prix de consommation sur le marché a provoqué une levée de boucliers. Le lundi 28 mars dernier, une grève générale dans le secteur des transports publics a paralysé presque toutes les activités dans la capitale haïtienne. Le lendemain mardi 29 mars, une manifestation convoquée par la Plateforme des employés victimes des entreprises publiques (PEVEP), et réunissant des centaines de personnes, a parcouru plusieurs rues de la capitale, revendiquant la baisse des prix de l'essence. Rassemblés au Champ de Mars, devant les locaux de l'ONA, les manifestants ont fait le tour de la rue Capois, en passant par Lalue, l'avenue Christophe pour aboutir devant les locaux du Ministère des Affaires sociales. De là, les manifestants en colère ont ouvert la barrière dudit ministère pour exprimer pacifiquement leurs mécontentements face à la montée vertigineuse du coût de la vie ces derniers jours suite à la hausse des prix du carburant.

Le vendredi premier avril 2011, une organisation populaire du quartier populaire détruit lors du tremblement de terre du 12 janvier 2010, Mouvement de Liberté, d'Egalité des Haïtiens pour la Fraternité (MOLEGHAF) de Fort-national, membre regroupement des organisations dénommées TET Kole Oganizasyon Popilè yo a organisé un sit-in devant les locaux du Ministère des Affaires sociales, à la rue Charles Summer pour protester contre l'augmentation des prix de l'essence et le coût de la vie.

Le mercredi 30 mars, les dirigeants de MOLEGHAF ont donné une conférence de presse pour dénoncer la cherté de la vie, conséquence directe de la dernière augmentation des prix du carburant. *« MOLEGHAF a dit qu'il est insupportable et intolérable qu'un peuple qui a fait l'épopée de 1804, aujourd'hui baigne dans la honte, la misère, le chômage, l'exploitation, l'occupation, l'exclusion et la discrimination. Le pire c'est que ce même peuple est victime de toutes sortes d'injustice entre autre la politique néolibérale, des élections/sélections programmées et imposées par la communauté internationale, des diktats de l'impérialisme, l'épidémie de choléra importée par la Minustah, le tremblement de terre du 12 janvier.*

Suite à la page (18)

Michel Martelly: Haiti's Uribe?

by Kim Ives

On a continent which has been moving away from U.S. imperial dominance, Colombia's President Alvaro Uribe was an exception.

In stark opposition to defiant leaders like Venezuela's Hugo Chavez, Bolivia's Evo Morales, and Ecuador's Rafael Correa, Uribe emerged as Washington's closest ally in Latin America, making Colombia the main U.S. beach-head on the continent. Washington still plans to build seven new military bases there.

During his eight-year term, Uribe became an iconic U.S. confederate. Latin American popular slang began to call a pro-U.S. leader "*a Uribe.*" That is what some are now calling Haiti's new likely President-elect, Michel Martelly.

Martelly's Apr. 5 press conference, his first since preliminary results showed him to be the Mar. 20 second-round winner, seemed to justify this moniker. "*We have the development plan of Colombia,*" Martelly said. "*A week ago, I met with the Colombian Foreign Minister. I would say that this meeting was friendly.*"

Uribe stepped down in August 2010, but only to pass power to a man who has been described as his "*shadow*": Juan Manuel Santos. The Santos government's development plan is "*committed to deepening the reforms—many of which were put in place by Mr Uribe—that have made Colombia one of the most business-friendly countries in Latin America,*" reports *The Economist.* In short, Colombia's new Development Plan is familiar, old neo-liberalism.

Judging from his campaign remarks, Martelly's regime will look a lot like Santos'. The Plaid Avenger blogger sums up Santos as "*conservative right, pro-military, pro-police, pro-security,*" as "*essentially continuing all of the policies of ... Alvaro Uribe,*" as "*pro-US, and trade/aid ties will likely expand in his tenure,*" while concluding that "*Santos does not get along well with the leftist leaders of his neighborhood; Venezuela and Ecuador.*"

If Martelly is "*a Uribe*" or "*a Santos,*" it could spell trouble for various cooperation agreements Haiti has with Venezuela and Cuba, that were initiated by the governments of current President René Préval and former President Jean-Bertrand Aristide. These agreements include the deployment throughout Haiti of hundreds of Cuban and Cuban-trained doctors and other medical personnel, training of Haitian medical students at Cuban schools, Cuba's modernization and support for a major sugar mill, and Venezuela's building and modernization of new power stations and the Cap Haïtien airport.

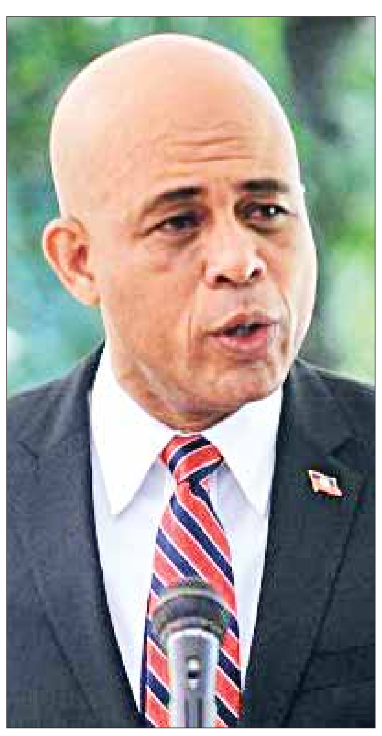
As if on cue, Haitians began noticing the deployment of U.S. soldiers around Haiti in the days leading up to Apr. 4, when the results of the U.S.-sponsored and directed elections were announced. Then, after the deployment, the U.S. Embassy announced "*the recent arrival of the first soldiers of Task Force Bon Voizen, deployed as part of the humanitarian mission New Horizons 2011.*" (Fittingly, the Embassy misspelled the Kreyòl term, *Bon Vwazen*, meaning "good neighbor.")

The Embassy said that "*these humanitarian soldiers... will be in the area of Cité Soleil and Saint Marc to make the logistical preparations before going to their base in Mandrin, in the Artibonite Department.*"

Meanwhile, in his press conference, Martelly asserted that the UN military occupation known as MINUSTAH "*will continue to accompany us in providing security.*"

Martelly claimed that "*it was us, the Haitian people, who made this victory by voting 67.57%*" for him. In reality, no more than 16.7% of Haiti's electorate voted for Martelly because a grassroots boycott of the election was effective, combined with generalized voter disgust and alienation about the flawed and non-inclusive election. Over 75% of Haitian voters abstained.

Thus, his words rang hollow when Martelly asserted that "*we have been mandated by the population to do a job.*" And what is that job?



Michel "Sweet Micky" Martelly won with only 16.7% of the electorate's vote, but claims to "have been mandated by the population to do a job."

"*To change our political practices, our political choices, and our social organization,*" Martelly said.

Given his record, such pronouncements are ominous. As Time's Tim Padgett noted, "*many of Martelly's supporters are (...) too young to remember the early 1990s, when he was an avid supporter of a brutal military coup that overthrew a democratically elected President. It was also a period when Martelly seemed to have formed the almost megalomaniacal self-image that has many wondering if Haiti has picked a reliable democrat or a reckless demagogue to oversee the reconstruction of the western hemisphere's poorest country.*"

Many Haitians would respond that they did not "*pick*" Martelly. He is being installed, they would argue, through an illegal U.S.-sponsored "*selection.*" This is why many expect him not to be a courageous leader of the Haitian people, but rather Washington's lackey, "*a Uribe.*"

Haiti's Army Re-Mobilizing

by Isabeau Doucet

Haiti's President-elect Michel "Sweet Micky" Martelly campaigned on the promise to restore the nation's army which former President Jean-Bertrand Aristide "demobilized" in 1995. But even before Martelly's inauguration on May 14, the Haitian Army – known as the Forces Armées d'Haïti or FAdH – has been training at camps around Haiti.

One can see this at FAdH camp, No. 7, Lambi 12, Grande Saline, on the southern outskirts of the capital, Port-au-Prince.

On a hillside by the sea, past crumpled houses and a graveyard, some 150 former military and young recruits train three times a week. They say they are part of a network of camps all over the country training Haitians in military salutes, marches, tactics, swimming and karate. Their uniforms are hand-painted FAdH logos on old t-shirts. No weapons are in sight.

They say they intend to bring security to Haiti as first responders in times of crisis and hope to soon be employed.

The black and red flag instituted as Haiti's under the father-to-son dictatorships of François and Jean-Claude Duvalier (1957-1986) hangs in their tarpaulin dressing room flanked by old paintings of founding fathers Henry Christophe and Jean-Jacques Dessalines. They all say they voted for the neo-Duvalierist Martelly and claim he visited the camp. This is quite possible; Martelly has always been close to Haiti's soldiers, having been a (failed) cadet himself.

The prospect of an army career, with its training, uniforms, and stable employment, is surely enticing to young people frustrated by the seven-year presence of the UN occupation troops, known as MINUSTAH.

Canada has invested over $555 million in Haiti between 2006 to 2011, much of it in training and strengthening Haiti's National Police (PNH). But "*the police force does not receive a military training*" says Aubain Larose, Sergeant spokesperson for this FAdH camp. "*Every time a policeman stops a criminal, there's another criminal that comes and frees him. The police serve criminals, and when they don't, they get shot. As military men we say we can't accept that the country function like this.*"

It's not clear why Haiti would need an army. It is neither threatened (if you don't count the three U.S. interventions into the country in 1915, 1994, and 2004) nor a threat. *Haiti Progrès* director Ben Dupuy, raised in a military family, is critical of the FAdH's past role. "*We have to remember that the Haitian army was the creation of the US Army, in fact the Marine corps,*" he said. "*The US occupied Haiti for 19 years*" and the army served as "*a kind of a local proxy army for the US. In fact, they played more of a political role creating coups d'états.*"

FAdH officers carried out the 1991 coup against Aristide, and demobilized soldiers joined with former death-squad paramilitaries to constitute the 300 or so "rebels" that overran Northern Haiti in the weeks leading up to Aristide's second overthrow on Feb. 29, 2004.

Since then, the "rebels" were put out to pasture, and Haiti has been militarily occupied by UN troops despite posing no threat to international peace.

When asked about the crimes against humanity of which the FAdH and Duvalier's Tonton Macoutes stand accused, Pierre Jeans Rigaud, a 26-year-old recruit and diplomacy student, shrugged. He said he is too young to have proof of that, but questioned the legal immunity of UN troops. Last August, "*on the military base in Cap Haïtien they tortured a young Haitian boy, the MINUSTAH soldiers did, and then the threw him out dead,*" he said. "*To this day, there had been no follow up investigation on the torture that caused his death. We don't have this in our army.*"

The outgoing government of President René Préval has turned a blind eye to the camps of former and possibly future Haitian soldiers. The PNH Director General, Mario Andrésol, said he was not aware of the group and doubted they were part of the former military, saying they were probably private security companies or charlatans tricking young people into hoping for a job. "*Did you ask to see their military badge?*" he responded. "*Anyone can print FAdH on an old T-shirt, it doesn't mean anything.*" But he promised to investigate further.

Likewise, Aramick Louis, the secretary of state for public security declined to comment directly when told about the camps. He said only that "*the army and police are republican institutions that have hierarchy and take orders from the head of state. I don't know what's going on there, but if it's not in accordance with the law and the state, I have no comment.*"

It's not clear where the funding for the camps is coming from. Although they claim to all be volunteers, the military trainers and trainees have funds for a dentist, a doctor, a hill, staff and tents (which they claim were donated by the Haitian government).

Will the Haitian army be resurrected as Martelly promised on the campaign trail? The would-be soldiers at FAdh Camp No. 7 are certainly counting on it.

Martelly's Historically Weak Mandate

by the Center for Economic and Policy Research

Preliminary results announced by Haiti's Provisional Electoral Council (CEP) on Apr. 4 showed Michel "Sweet Micky" Martelly with 67.6% of the vote, while Mirlande Manigat received 31.5%. While news headlines focus on the "landslide" victory for Martelly, he actually received the support of only 16.7% of registered voters – far from a strong mandate – as early reports show Martelly with just 716,986 votes to Manigat's 336,747. Reports indicate that turnout was even lower than in the first round, when it was a historically low 22.8%, and Martelly's percentage of votes (as well as Manigat's) would have been even smaller were it not for the use of new electoral lists which removed some 400,000 people from the rolls. [The OAS suspiciously directed the CEP to reduce the electorate estimate from 4.71 million to about 4.29 million three days **after** the poorly attended Mar. 20 polling. - HL]

Nevertheless, media reports have largely ignored the issue of turnout. AOL's Emily Troutman reported last night that "*Martelly's 67% of the vote is nearly unprecedented in Haiti and a clear mandate for his leadership.*" Not only is the 67% number misleading in terms of his overall support, it is also far from unprecedented (as other reporters, like Tim Padgett of *Time*, have also stated). In 1990, Aristide was elected with 67% of the vote, but with significantly higher turnout. Aristide received over one million votes in 1990 even though there were over one million fewer registered voters at the time. In 1995, Preval was elected with over 87% of the vote. In 2000, Aristide received over 3.5 times as many votes as Martelly did in the runoff elections last month. Even Préval's most recent term began in 2006 with a greater mandate than Martelly's; in 2006, he received nearly one million votes with 700,000 fewer registered voters.

It is also worth noting that the electoral process has been deeply flawed from the beginning. Despite an aggressive and expensive get-out-the-vote campaign from the UN and U.S., the second round suffered from many of the same problems as the first: low turnout and a high number of irregularities. The legality of the second round remains in doubt given that a majority of the CEP's members appear never to have verified the first round results.

There were also widespread irregularities in the Mar. 20 elections. Although the US issued an Apr. 4 statement saying that irregularities "*were isolated and reduced*", some 15% of the tally sheets were quarantined from preliminary results due to fraud or other irregularities. This is a greater portion excluded than in the first round, and represents over 100,000 votes.

It is clear that a candidate that won only 4.6% of the electorate in the first round and 16.7% in the second round does not have a strong mandate to rule. In such a context, one would hope that Martelly would seek to work with civil society and with his political opponents, especially those that were arbitrarily excluded from the elections like former President Jean-Bertrand Aristide's Fanmi Lavalas, Haiti's largest party.

Ever since the earthquake, Haitians have reached across political lines to join each other in the urgent tasks of helping their neighbors to rebuild their communities, and their nation. The continued political marginalization of parties and groups that are supported by Haiti's majority can only detract from the critical tasks at hand.

Après l'Education publique, c'est au tour des municipalités d'être en voie de privatisation. Cela fait des dizaines d'années que les idéologues de droite profitent des crises pour imposer un programme qui n'a rien à voir avec la recherche de solution pour sortir de la crise. Le Wisconsin n'échappe pas à la règle.

LE WISCONSIN N'ÉCHA

Entretien D'Amy Good



Le Wisconsin n'est que le banc d'essai, le premier pas dans une offensive généralisé que les Républicains veulent lancer contre les organisations syndicales.

AMY GOODMAN: Alors que, suite à la Grande Récession, une série de projets de loi, visant à attaquer les droits syndicaux sont présentés dans tout le pays, de nombreux analystes reprennent la théorie que Naomi Klein a développée dans son livre *« la montée d'un capitalisme du désastre »* («The Shock Doctrine»), où elle explique que les pouvoirs en place se servent des périodes de crise pour imposer de force une économie de marché radicale et antidémocratique.

L'économiste Paul Krugman, lauréat du Prix Nobel, et chroniqueur au New York Times, citait récemment cet ouvrage en référence dans sa chronique appelée «Shock Doctrine, U.S.A.», où il écrit que l'histoire de l'Autorité Provisoire de la Coalition en Irak, obsédée par la privatisation, est le pivot du livre de Naomi Klein, qui explique que ce projet fait partie d'une stratégie plus large.

Depuis le Chili dans les années 1970, la droite profite des crises pour imposer sa vision d'une société plus dure, plus inégalitaire et moins démocratique. « Ce qui nous amène au Wisconsin 2011, où la Stratégie du choc est en pleine action, » dit Krugman.

Parlons du Wisconsin. Comment analysez-vous ce qui s'y passe?

NAOMI KLEIN: Eh bien, d'abord, c'est un exemple incroyable de la façon de résister à La Stratégie du choc. Il n'est pas étonnant de voir les idéologues de droite au niveau national se servir de la crise économique pour mener contre les syndicats l'assaut final d'une guerre qui dure depuis 50 ans, au cours desquels les adhésions syndicales ont chuté abruptement. Les syndicats du secteur public sont le dernier bastion, et c'est à eux qu'ils s'en prennent maintenant.

Ces gouverneurs ne se sont pas présentés aux élections en annonçant qu'ils comptaient se livrer à ces actions radicales mais ils prennent prétexte de la crise pour prendre des mesures pour lesquelles ils n'auraient pas été élus si elles avaient été inscrites dans leur programme électoral.

L'argument principal et la théorie que contient mon livre, ce n'est pas qu'il ne faut pas prendre des décisions radicales pour résoudre la crise.

C'est tout à fait normal de chercher des solutions à la crise, il faut prendre des décisions rapidement ; mais le problème ici, c'est que l'objectif est de profiter de la crise pour centraliser le



La «Rotonde» du Capitole du Wisconsin envahie par les manifestants

pouvoir, dévoyer la démocratie, éviter le débat public en disant: « Nous n'avons pas le temps de nous préoccuper de démocratie: Ca va trop mal. Peu importe ce que vous voulez, nous n'avons pas le choix. Il faut que nous imposions ces mesures de force ». Et c'est ce qui se passe dans 16 états. Il est impossible de tout suivre. C'est un phénomène de très grande ampleur.

Ce sont les syndicats enseignants qui en pâtissent le plus. Le 8 mars, c'était la journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Ce sont les femmes qui, dans leur immense majorité, fournissent ces services qui sont actuellement dans le collimateur. Ce ne sont pas seulement les emplois qui sont attaqués, ce sont les services que ces emplois fournissent; c'est la santé, l'éducation, ce sont ces services à la personne, essentiels dans tout le pays, qui pourraient rapporter s'ils étaient privatisés.

Dans l'Ohio, plus de 20.000 personnes ont manifesté contre la tentative du gouverneur républicain, John Kasich, de faire passer en force une loi contre les droits syndicaux. Kasich défendait sa proposition dernièrement sur Fox & Friends, disant: *« Cela fait partie d'un grand train de réformes. D'ici le 15 mars, nous lancerons les réformes de Medicaid (assurance-maladie pour les plus démunis, NDT), de l'éducation primaire, secondaire et universitaire, et des prisons. Ce sera un programme de réformes comme on n'en a jamais vu dans l'Ohio, toutes conçues pour nous mettre sur les rails. Les syndicats? Je respecte les syndicats, je viens d'une famille de syndicalistes. Dire que nous les attaquons, non … écoutez, ce que nous attaquons, c'est la pauvreté, le chômage. Voilà, c'est cela que j'attaque. Et tout ce que je fais, c'est demander à chacun d'y mettre du sien. Tout le monde doit se mobiliser. Ensemble nous pouvons mettre l'Ohio sur des bases plus solides. Si nous ne faisons pas cela, alors, nous allons continuer à perdre des emplois, et cela se traduira par la misère pour tout le monde. Cela ne se passera pas comme ça. Nous allons gagner. »*

Vous savez, la raison de cette crise, la raison pour laquelle cela ne marche pas et que les gens sont si révoltés et qu'ils descendent dans la rue et que la résistance s'organise dans ce pays. Comme on l'a vu en Europe, avec ce slogan: «Nous ne payerons pas pour votre crise», et qui a commencé, de fait, en Grèce en 2008 et qui a gagné l'Italie, la France, l'Angleterre - et le reste du monde attend que les Etats-Unis s'y mettent aussi – oui, combien de temps encore les Américains vont-ils supporter tout ça? Les Américains, semble-t-il, étaient prêts à dire: «oui, oui, nous allons payer pour votre crise, et, avec ça, on vous sert une petite réduction d'impôts?», vrai ou faux? Et finalement, ils ont trop tiré sur la corde. Et c'est comme cela que la résistance s'est enfin organisée.

Et cette attaque contre les négociations syndicats-patronats, la raison pour laquelle les gens n'acceptent pas, c'est précisément parce qu'ils comprennent qu'il ne s'agit pas de partager le fardeau. Et l'injustice de ces mesures est trop flagrante.

Ce n'est pas simplement une crise économique ordinaire. Cette stratégie a fonctionné. Et c'est ce que j'ai observé sur une période de 30 ans, que c'est très facile d'utiliser une crise économique - la panique des gens, l'hyperinflation, ce genre de problèmes. Dans les années 1990, quand Newt Gingrich (républicain) était président de la Chambre des représentants il avait encore la possibilité de faire croire que la crise budgétaire était due en réalité aux soi-disant programmes de droits à la protection sociale.

Aujourd'hui, ce n'est plus possible, parce que tout le monde comprend que cette crise a été créée à Wall Street, et elle a été créée à cause de la spéculation et de la cupidité qu'il a été décidé de renflouer les banquiers avec l'argent public et de présenter l'addition à la population.

Et elle voit que les bonus sont revenus. Elle voit les salaires scandaleux, elle voit que les entreprises ne paient pas d'impôts. Et tout cela est bien trop injuste. C'est scandaleux du point de vue moral. Et ensuite, venir à la télé pour dire que tout le monde doit partager le fardeau? Les gens ne sont pas idiots à ce point. Heureusement.

AMY GOODMAN: Et où se place le gouvernement Obama dans tout ça? Nous avons montré l'extrait du reportage où on voit le président Obama pendant sa campagne présidentielle dire: « si quiconque cherche à s'en prendre à vos droits syndicaux, je serai à vos côtés ».

NAOMI KLEIN: Oui, eh bien, c'est l'ironie de l'histoire … et on peut se poser des questions sur les démocraties. Scott Walker n'a pas été élu avec pour mandat de démanteler les syndicats et de supprimer les droits syndicaux. Il n'en a pas parlé pendant sa campagne. Il a parlé d'équilibrer le budget. Il a fait quelques vagues déclarations sur des sacrifices à partager. Mais il n'a absolument pas annoncé lors de sa campagne qu'il comptait faire ce qu'il est en train de faire. En revanche, Obama, lui, avait promis lors de sa campagne de renforcer les droits des travailleurs.

Il a promis maintes et maintes fois, chaque fois qu'il se trouvait devant un public de travailleurs, qu'il allait faire adopter l' Employee Free Choice Act, loi pour le libre choix des travailleurs (permettant aux salariés de décider de la présence d'un syndicat dans leur entreprise sans ingérence de la direction), et il a promis de les soutenir.

(…)

AMY GOODMAN: Bien … et le Michigan? Il y a eu environ un millier de manifestants dans le Michigan— un peu comme ce qui se passe dans le Wisconsin. Pouvez-vous nous parler des mesures qui sont envisagées?

NAOMI KLEIN: … Il se passe tellement de choses que ces mesures ahurissantes sont noyées dans toute cette effervescence. Mais dans le Michigan, il y a un projet de loi qui a déjà été adopté à la Chambre des représentants. Il est sur le point d'être adopté au sénat. En voici les grandes lignes: Au cas où il y aurait une crise économique, ce projet de loi donne au gouverneur le pouvoir d'autoriser le gestionnaire des situations de crise – il s'agirait de quelqu'un qui serait nommé sur ce poste – de rejeter, modifier ou annuler les conditions d'un contrat existant ou les accords sur les conventions collectives, et d'autoriser ce gestionnaire à révoquer un conseil municipal – là, il s'agit des communes de tout le pays. Et, donc, de donner à un technocrate désigné par le pouvoir en place le droit de dissoudre, selon son bon vouloir, un corps démocratiquement élu.

AMY GOODMAN: Un conseil municipal …

Naomi Klein auteure du livre « La stratégie du choc : La montée d'un capitalisme du désastre »

APPE PAS À LA RÈGLE!

lman avec Naomi Klein



Nous ne payerons pas pour votre crise

NAOMI KLEIN: Un conseil municipal, oui. Et la proposition de loi spécifie bien «ou bien dissoudre le conseil municipal». Alors, j'ai vu cela se produire pour des Conseils d'Administration des secteurs scolaires, où ils disaient : «bon, ce Conseil d'administration ne remplit pas son rôle. Nous prenons la suite. Nous le dissolvons. Nous annulons les contrats».

Eh bien, cela rappelle ce qui s'est passé à la Nouvelle-Orléans après l'ouragan Katrina, quand les enseignants ont été licenciés massivement et que la ville fut devenue un laboratoire d'expérimentation pour les *»charter schools».

Et les habitants de la NO nous avaient avertis: «ce qui nous arrive va vous arriver aussi». Et j'avais ajouté dans mon livre la citation suivante: «il y a dans chaque ville un Lower Ninth Ward» (quartier pauvre sinistré de la NO, NDT). Et ce qui s'est passé en prenant les inondations pour prétexte, va se passer ailleurs en prenant pour prétexte la crise économique.

Et c'est exactement ce qui se passe. Et donc, cela commence par les conseils d'administration des écoles et, ensuite, des petites communes, puis les municipalités des grandes villes risquent d'être tout simplement dissoutes, tout cela parce qu'une crise économique peut entraîner l'annulation des conventions collectives.

Ce projet de loi indique également qu'un gestionnaire des situations de crise peut être un individu seul ou une société privée. Et donc, celui qui prendrait en charge cette municipalité soi-disant en faillite pourrait être en fait un groupe privé.

AMY GOODMAN: Et donc, si on dissout un conseil municipal, c'est une entreprise qui reprend la ville.

NAOMI KLEIN: Une entreprise qui reprend la ville, oui. Et en effet, ils auront créé, si cette loi est votée, la possibilité de privatiser arbitrairement une ville entière.

Et c'est actuellement ce qui se passe avec la sous-traitance des services publics, où on a maintenant des villes entières, comme Sandy Springs en Géorgie, qui sont gérées par des compagnies privées. C'est très lucratif. Et, donc, pourquoi pas? On commence simplement avec les contrats de sous-traitance pour l'eau ou l'électricité, et puis, après tout, pourquoi ne pas tout privatiser?

Ce qui se passe au Wisconsin est très différent. Ce n'est pas une simple manifestation de samedi après-midi. C'est un message qu'ils transmettent aux élus qui veulent être réélus pour leur dire que cette question est très importante.

AMY GOODMAN: Et que se passe-t-il alors? Qu'en est-il de la démocratie dans ce scénario?

NAOMI KLEIN: Eh bien, c'est une attaque en règle contre la démocratie. Une attaque de front. Une sorte de coup d'état du privé à l'échelle des municipalités.

AMY GOODMAN: Voici maintenant une question qui vous a été posée sur notre page Facebook. C'est une question sur les manifestations à Madison par Kelvin Williams, qui demande: « les travailleurs dans le Wisconsin peuvent-ils trouver dans votre livre des idées qu'ils pourraient utiliser pour lancer une offensive permettant d'imposer une politique budgétaire responsable, et peut-être même de revenir sur les conventions collectives? ».

NAOMI KLEIN: C'est une excellente question. Je pense que c'est ce qui est en train de se passer en fin de compte— le Wisconsin est allé de victoire en victoire. Tout a commencé par une attaque, mais les gens ont réussi à trouver en eux de telles réserves de détermination et de dignité et de culture commune que ça commence à bouger. Et les conditions dans lesquelles ont eu lieu ces compromis, ces concessions, ont donc changé. Les gens sentent leur pouvoir et leurs possibilités.

AMY GOODMAN: C'est incroyable. Ce gouverneur, Scott Walker, qui vient à peine d'être élu, eh bien, sa cote de popularité a chuté et n'est plus actuellement que dans les 30%. Et même les journaux de droite se posent des questions.

NAOMI KLEIN: Mouais. Il est évident qu'il a fait un mauvais calcul. Euh, il est clair que ce qu'il cherchait, c'était de se faire remarquer au niveau national. C'est clair que c'est un type qui a de l'ambition. Et il vise des fonctions à l'échelle nationale.

Vous savez, au cours de la conversation téléphonique qu'il a eue avec un journaliste qui s'était fait passer pour David Koch, il se compare à Reagan. Il compare ses initiatives aux licenciements des contrôleurs aériens par Reagan, ce genre de «coup qui a fait le tour du monde». C'est ce qu'il voulait. Mais ce n'est pas ce qu'il en retire.

AMY GOODMAN: Il a dit qu'il (Reagan) avait licencié les grévistes du syndicat des contrôleurs aériens (PATCO Professional Air Traffic Controllers Organization) et que peu après, le mur de Berlin Wall tombait. Il a fait ce rapprochement.

NAOMI KLEIN: Oui. Mais ce n'est pas un rapprochement absurde, dans le sens où cela faisait partie d'une attaque de front contre les syndicats et contre la gauche, et qui a duré de très nombreuses années. Mais, vous voyez, nous ne sommes plus dans les années 80 et les gens ne sont plus dupes.

Et je pense sincèrement, pour revenir à cette question, que c'est possible. Mais la solution, c'est qu'il faut que nous ayons un débat pour savoir d'où doit venir l'argent. C'est-à-dire … la crise budgétaire du Wisconsin a été engendrée par les réductions d'impôts, ce qui explique pourquoi les gens sont si en colère, à cause de ces déclarations mensongères qui prétendent que les sacrifices seraient partagés. Il ne s'agit pas de sacrifices partagés, ici. Il y a les cadeaux aux castes dominantes.

La politique de Scott Walker s'appuie sur l'idéologie radicale de l'économie de marché qui prétend que si nous créons les conditions parfaites, les plus conviviales, les moins contraignantes pour que les entreprises puissent faire des profits, alors, notre économie sera prospère et elle aura des retombées bénéfiques, grâce à l'»effet de ruissellement", pour tout le monde. Et c'est l'idéologie même contre laquelle Obama a fait campagne – et s'est fait élire - disant qu'on ne peut pas donner toujours plus aux castes dominantes et attendre des retombées pour les autres. Et ce message a véritablement trouvé un écho auprès des électeurs.

Je voudrais revenir sur un point, à savoir ce que j'ai dit précédemment sur la raison pour laquelle ce qui se passe dans le Wisconsin et qu'il est bon d'être face à un «méchant» quand il y a des problèmes. Et Scott Walker est le méchant idéal. Il a galvanisé les progressistes. Et c'est ainsi que la population a un ennemi contre qui elle peut faire front, et qui permet de dénoncer ces injustices.

Cela ne s'est pas produit au niveau fédéral, alors qu'Obama s'est lui-même attaqué aux droits des travailleurs en poussant à la création de 'charter schools et en imposant des réductions budgétaires draconiennes. Pour les progressistes, ce n'est pas un bon méchant. Et donc, nous sommes encore dans la situation où Obama peut poursuivre sa politique inspirée de la stratégie du choc, parce qu'on ne veut pas – encore – admettre qu'Obama applique cette même politique.

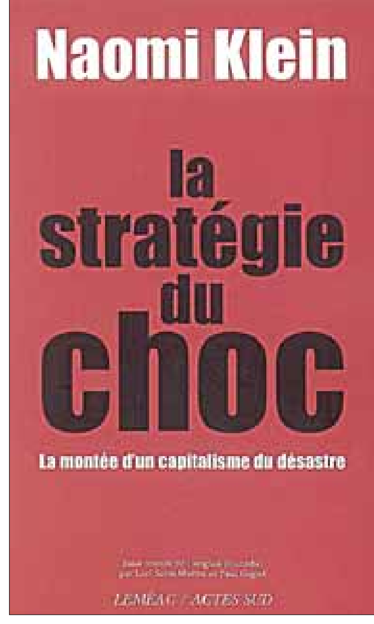
Et donc, quand on a un méchant tout trouvé, un gouverneur républicain qui de toute évidence se veut être la réincarnation de Ronald Reagan, on arrive à mobiliser la gauche. Mais cela ne marchera pas si nous ne nous en prenons qu'aux républicains et si ces luttes restent partisanes au lieu de s'appuyer sur des valeurs universelles. Qui que ce soit qui agisse ainsi, nous devons nous élever contre, que ce soit Obama ou que ce soit Scott Walker

AMY GOODMAN: Et les gens dont le président Obama s'entoure, surtout ces personnes qui ont des intérêts directement liés à Wall Street, et, alors qu'approchent les élections de 2012, où il se dit qu'Obama compte collecter un milliard de dollars pour les présidentielles?



Le gouverneur de Wisconsin Scott Walker, un gouverneur républicain qui de toute évidence se veut être la réincarnation de Ronald Reagan

NAOMI KLEIN: Oui, beaucoup de gens refusent toujours d'admettre qui est Obama et de qui il s'entoure. Et, nous parlerons un peu plus tard de Tim DeChristopher, mais je l'ai dit maintes fois: Obama est fondamentalement centriste. Et je suis persuadée que, quand il y aura une mobilisation



des progressistes aux Etats-Unis pour faire pression sur lui, ainsi que sur les élus démocrates du Congrès, ils réagiront. Et c'est une autre leçon que nous pouvons tirer du Wisconsin.

On a les manifestants dans les rues, mais on a aussi les démocrates – les élus démocrates qui sont prêts à prendre des risques, qui sont étonnamment courageux, qui ont quitté l'état pour bloquer l'adoption de la proposition de loi.

Et donc il n'y a pas que ceux qui siègent à la Rotonde (Congrès du Wisconsin, NDT). Il n'y a pas que les gens dans les rues. C'est une alliance qui s'est mise en place. Comment cela est-il arrivé? Eh bien, ils ont mis le nez à la fenêtre, et ils ont vu leurs électeurs dans la rue, très engagés et très mobilisés, et les ont soutenus.

Et c'est quelque chose de très important dont il faudra se souvenir. Vous savez, il y a beaucoup de gens de gauche qui préfèrent le lobbying modéré et discret, une manifestation symbolique de temps en temps, qui veut dire: « je veux bien consacrer une heure ou deux de mon temps un samedi, mais je ne suis pas prêt-e à me battre pour gagner ».

Ce qui se passe au Wisconsin est très différent. Ce n'est pas une simple manifestation de samedi après-midi. Ce sont des gens qui chamboulent leur vie pendant des semaines et des semaines. C'est un message qu'ils transmettent aux élus qui veulent être réélus pour leur dire que cette question est très importante, de la plus haute importance. Et ils entendent le message.

Democracy now! March 9, 2011
Traduction emcee,
Des bassines et du zèle18 mars 2011

Obama et son discours sur la guerre en Libye

Par Fidel Castro

Le mieux et le plus intelligent

Hier, pour des motifs d'espace et de temps, je n'ai dit mot du discours sur la guerre de Libye que Barack Obama a prononcé le lundi 28. Je disposais d'une copie de la version officielle distribuée à la presse par le gouvernement étasunien. J'avais souligné certaines choses. Je l'ai révisé et je me suis convaincu qu'il ne valait guère la peine de trop dépenser de papier à ça.

Je me suis rappelé ce que m'avait raconté Carter – quand il nous a rendu visite en 2002 – sur la sylviculture aux USA, car il possède une plantation familiale en Géorgie. À cette visite-ci, je lui ai posé à nouveau des questions sur cette plantation et il m'a confirmé qu'il semait des pins séparés par une distance de trois mètres sur deux, soit mille sept cents arbres par hectare, et qu'on les récolte tous les vingt-cinq ans. J'ai lu voilà bien des années que le papier de la livraison dominicale du New York Times exigeait l'abattage de quarante hectares de forêt. On comprendra dès lors mon souci d'économiser du papier…

Bien entendu, Obama est un excellent enfileur de grands mots et de belles phrases. Il pourrait gagner sa vie à écrire des contes pour enfants. Je connais son style parce que la première chose de lui que j'ai lue et soulignée avec respect, bien avant qu'il n'accède à la présidence, est son livre «Les Rêves de mon père», ce qui m'a permis de constater que son auteur savait choisir le mot exact et la phrase idoine pour forcer la sympathie des lecteurs.

J'avoue ne pas avoir apprécié sa tactique du suspense et sa façon d'occulter ses idées politiques à lui jusqu'au bout. J'avais fait un effort spécial pour ne pas aller chercher au dernier chapitre ce qu'il pensait de différentes questions qui sont à mon avis cruciales en cette étape de l'histoire humaine. J'étais convaincu que la profonde crise économique, les dépenses militaires colossales et le sang jeune versé par son prédécesseur républicain l'aideraient à battre son adversaire à la présidence malgré les énormes préjugés raciaux de la société étasunienne. J'étais conscient qu'il courait le risque d'être éliminé physiquement.

Pour des raisons de politicaillerie traditionnelle qui coulent de source, il était allé quêter, avant les élections, les voix des anticubains de Miami, dirigés pour la plupart par des réactionnaires nostalgiques de Batista qui ont converti les USA en une république bananière où la fraude électorale a déterminé rien moins que le triomphe de W. Bush en 2000 et écarté un futur Prix Nobel, Al Gore, le vice-président de Clinton et candidat à la présidence.

Un sens de la justice élémentaire aurait dû conduire le président Obama à rectifier les conséquences du procès infâme qui a abouti à l'incarcération inhumaine, cruelle et particulièrement injuste des cinq patriotes cubains.

Son message sur l'État de l'Union, ses discours au Brésil, au Chili et en El Salvador, la guerre de l'OTAN en Libye m'ont contraint à souligner son discours sur la Libye encore plus abondamment que son autobiographie.

Qu'est-ce qu'il y a de pire dans ces déclarations et comment expliquer les quelque deux mille cinq cents mots que contient la version officielle ?

Sur le plan intérieur, sa carence totale de réalisme place son heureux auteur aux mains de ses pires adversaires qui souhaitent l'humilier et se venger de sa victoire électorale de novembre 2008. La punition qu'ils lui ont infligée fin 2010 ne leur suffit pas.

Sur le plan extérieur, le monde a mieux pris conscience de ce que le Conseil de sécurité des Nations Unies, l'OTAN et l'impérialisme yankee signifient pour de nombreux peuples.

Je vais être aussi bref que j'ai promis. Pour commencer, Obama a commencé par affirmer que les troupes étasuniennes « étaient en train de freiner le dynamisme des Talibans en Afghanistan et de traquer Al-Qaeda à travers le monde entier ».

Et d'ajouter presque aussitôt : « Des générations durant, les États-Unis d'Amérique ont joué un rôle unique en tant que bastion de la sécurité mondiale et défenseur de la liberté humaine. »

Une vérité dont – tous les lecteurs le savent – peuvent attester les Cubains, les Latino-Américains, les Vietnamiens et bien d'autres.

Après une profession de foi aussi solennelle, Obama consacre une bonne partie de son temps à parler de Kadhafi, de ses horreurs et des motifs pour lesquels les États-Unis et leurs « alliés les plus proches – le Royaume-Uni, la France, le Canada, le Danemark, la Norvège, l'Italie, l'Espagne, la Grèce et la Turquie, tous pays qui se sont battus à nos côtés durant des décennies […] ont décidé d'assumer leurs responsabilités de défendre le peuple libyen. »

Et d'annoncer un peu plus loin: «…l'OTAN a pris le commandement pour faire appliquer l'embargo sur les armes et la zone d'interdiction aérienne ».

Puis il confirme les objectifs de la décision : « Par suite de cette transition à une coalition plus vaste basée sur l'OTAN, les risques et les coûts de cette opération pour nos militaires et les contribuables étasuniens se réduiront significativement.

«Je tiens donc à être clair à l'adresse de ceux qui doutaient de notre capacité à mener cette opération : les États-Unis d'Amérique ont fait ce que nous avions dit que nous ferions. » Il distille ensuite ses obsessions sur Kadhafi et révèle les contradictions qui l'agitent : « … Kadhafi n'a pas encore abandonné le pouvoir, et tant qu'il ne le fera pas, la Libye restera un danger.

[…] « Il est vrai que les États-Unis ne peuvent pas utiliser leur armée partout où il y a une répression. Et, compte tenu des coûts et des risques d'une intervention, nous devons toujours soupeser nos propres intérêts et la nécessité d'une action. […] « La tâche que j'ai assignée à nos forces – protéger le peuple libyen […] – est en accord avec un mandat de l'ONU et avec un appui international.

Et puis, son obsession, encore et toujours : « Si nous nous efforcions de renverser Kadhafi par la force, notre coalition se scinderait. Pour remplir cette mission, nous devrions envoyer des troupes étasuniennes à terre ou risquer de tuer de nombreux civils depuis les airs.

[…] « …nous sommes pleins d'espoir en l'avenir de l'Iraq. Mais le changement de régime a coûté huit années, des milliers de vies étasuniennes et iraquiennes et presque trois milliards de dollars. »

Quelques jours après le début des bombardements de l'OTAN, on a appris qu'un chasseur-bombardier étasunien avait été abattu. Une nouvelle qu'une source a confirmée ensuite. Des paysans, en voyant descendre un parachute, ont fait ce qu'on fait par tradition en Amérique latine : ils se sont approchés pour prêter secours, le cas échéant. Nul

Suite à la page (19)

Entretien de James (Jimmy) Carter avec la télévision cubaine



L'ex-président Jimmy Carter et la journaliste Arleen Rodriguez

Arleen Rodriguez : Un grand bonjour à tous nos téléspectateurs, à qui je souhaite la bienvenue aux côtés de l'ex-président des Etats-Unis James Carter qui a bien voulu nous accorder cette interview, une déclaration exclusive pour la télévision, quelques instants avant de repartir pour son pays. Soyez le bienvenu, et merci d'avoir accepté notre invitation.

James Carter : C'est pour moi un grand plaisir de revenir à Cuba, à La Havane.

Arleen Rodriguez : Nous avons quant à nous le grand plaisir de vous recevoir.

Vous me disiez que vous aviez quelque chose à dire au peuple cubain, avant que ne débute l'interview.

James Carter: Oui.

Arleen Rodriguez : Vous disposez de l'antenne.

James Carter : Je voudrais remercier le peuple cubain de la possibilité qui m'a été donnée de revenir dans ce pays, d'avoir des entretiens avec les dirigeants cubains et des réunions avec des citoyens cubains qui sont en désaccord avec le gouvernement. Nous avons été très stimulés par les perspectives ouvertes par la réunion qui se tiendra au Congrès le mois prochain.

Nous avons aussi eu l'occasion de rencontrer les familles des cinq patriotes cubains : leurs mères, leurs épouses.

Je souhaite qu'il existe à l'avenir des relations diplomatiques normales entre Cuba et les États-Unis. Je voudrais aussi que vienne le temps où les restrictions aux voyages des États-Unis à Cuba et de Cuba aux États-Unis soient levées, que tous bénéficient de la liberté, de la réassociation, des voyages. Je crois que ceci est particulièrement important pour tout le monde et pour le peuple de Cuba.

Nous avons eu des entretiens avec le ministre des Relations extérieures, avec le président de l'Assemblée nationale, avec le président Raul Castro, avec son prédécesseur Fidel Castro, qui est pour moi un ami personnel, et nous ferons tout notre possible pour qu'interviennent des changements économiques à Cuba.

Ce matin, j'ai aussi eu une réunion avec M. Gross, qui a passé une longue période en prison à Cuba, et dont nous pensons qu'il est innocent de tout délit. J'espère qu'il pourra être prochainement libéré, de même que les Cinq Cubains qui ont passé douze ans dans les prisons des États-Unis.

J'espère que le commerce et les voyages pourront se développer entre les deux pays et que l'embargo économique pourra être totalement levé car il opprime le peuple cubain. Plus que le gouvernement cubain, c'est le peuple de Cuba qui en pâtit. J'estime que les relations entre les États-Unis et Cuba doivent changer.

Lorsque j'ai été élu président, j'ai levé les restrictions sur les voyages entre les deux pays et j'ai travaillé de très près avec le président Castro pour établir des échanges diplomatiques. Aujourd'hui, les États-Unis et Cuba ont trois cents personnes qui travaillent dans les deux Sections des intérêts, aussi bien celle des États-Unis que celle de Cuba. Je crois que ceci peut contribuer à l'établissement de relations diplomatiques normales entre les deux pays.

Je remercie la télévision cubaine de m'avoir permis de m'adresser à vous et de vous dire que votre pays me semble merveilleux.

Arleen Rodriguez : Merci.

Je voudrais moi aussi profiter de l'occasion pour vous poser quelques questions.

Et tout d'abord vous saluer, avec tout le respect et la sympathie qu'inspire le seul président des États-Unis qui, en cinquante ans, a fait quelque chose pour normaliser les relations. Vous avez rappelé ici les gestes les plus importants. En outre, vous en êtes à votre deuxième visite à Cuba, et vous venez en tendant une main respectueuse. Le peuple cubain, fier et digne, apprécie de tels visiteurs et éprouve de la sympathie pour eux.

Je pense que pour entrer maintenant dans le sujet, vous m'avez épargné la tâche de faire une introduction en exprimant à nouveau votre volonté et votre désir de voir supprimer le blocus contre Cuba. On sait qu'il existe un consensus majoritaire dans la société étasunienne,

Suite à la page (19)

Colombie : Juan Manuel Santos, le faucon devenu colombe

Par Hernando Calvo Ospina



Le président de la Colombie, Juan Manuel Santos

Depuis le 7 août 2010, date à laquelle il est devenu président de la Colombie, le faucon Juan Manuel Santos s'est étonnamment métamorphosé en colombe. Le geste le plus inattendu a été de traiter Hugo Chávez, président du Venezuela, comme son " meilleur ami", lorsqu'il s'est réuni avec lui trois jours après sa prise de possession pour réactiver les relations diplomatiques avec Caracas. Il a aussi rétabli, en un temps record, les relations avec l'Équateur. D'autre part, cet homme issu de la droite affirme à présent que la "prospérité sociale" est le principal objectif de son mandat. Comment expliquer des changements si spectaculaires?

Depuis le 7 août dernier, Juan Manuel Santos est le nouveau président de la Colombie. Issu de la grande oligarchie traditionnelle, il appartient à une famille qui a construit sa puissance autour du journal El Tiempo, « jusqu'à faire ce qu'elle voulait des médias, toujours au service du pouvoir », selon Alirio Uribe, avocat défenseur des droits humains.

Après avoir obtenu le diplôme de sous-officier à l'académie navale, et celui d'économiste dans des universités des Etats-Unis et d'Angleterre, il arrive à la tête des ministères du Commerce extérieur et des Finances. En 2004, il quitte le parti libéral pour aller soutenir le gouvernement d'extrême droite d'Alvaro Uribe Velez, qui avait déjà divisé ce même parti. L'année suivante, il est nommé chef de la campagne pour la réélection du président, mais aussi pour celle du vice-président, Francisco Santos, son propre cousin. En 2006, il devient ministre de la Défense, un poste qu'il occupe jusqu'en mai 2009, lorsqu'il se décide à poser sa candidature à la présidence du pays.

Santos devait, coûte que coûte, être un jour président. C'était devenu une obsession depuis que la Cour Constitutionnelle s'était opposée à un troisième mandat d'Uribe Velez. Santos était porté par son appétit de pouvoir, mais aussi par le besoin de se protéger contre les actions en justice qui se profilaient pour crimes contre l'humanité commis envers la population civile par les forces armées et de police sous ses ordres. Pour arriver à ses fins, selon Alirio Uribe, il n'a eu aucun scrupule à continuer d'utiliser l'influence des « troupes uribistes », essentiellement des paramilitaires, des chefs narcotrafiquants et des 130 parlementaires poursuivis pour différents délits.

L'avocat brosse ce tableau : « *L'ancien président représente le monde agraire et propriétaire terrien, enrichi par la spoliation, rude et violente, mêlé aux classes émergeantes du narcotrafic ainsi qu'à l'expansion et aux crimes du paramilitarisme. Santos est l'homme poli, cultivé et cosmopolite par excellence. Mais avec sa famille, il a profité de l'Etat pour favoriser ses affaires et s'enrichir personnellement. En tant que représentants de l'oligarchie, ils n'ont pas hésité à user de méthodes violentes pour conserver leurs privilèges.* »

En novembre 2005, le ministère de la Défense approuve une directive secrète. Celle, qui mettait à prix la tête des guérilleros, incitait les militaires à assassiner des civils, les faisant passer pour des rebelles tombés au combat. Ces exécutions sont vite surnommées les « faux positifs ». Le Procureur Général a enquêté sur trois mille affaires, dont les victimes sont des adolescents, des malades mentaux, des indigents et des toxicomanes. Santos prend les rênes de ce ministère en juillet 2006. Cette année-là, 274 cas de « faux-positifs » sont enregistrés. L'année suivante, le record est battu : 505 assassinats. Devant le scandale médiatique et les rapports du Haut Commissaire de l'ONU, cette pratique cesse : en 2009, seulement sept cas sont connus. Après les résultats des enquêtes, 27 officiers, dont trois généraux, ont été mis à la retraite, mais... sans que ces assassinats leur aient été attribués. Le rapporteur de l'ONU déclare en juillet 2009 que « *l'impunité en rapport avec des exécutions extrajudiciaires atteint les 98,5%* ».

Les paramilitaires ont été chargés de la stratégie de la « terre brûlée », qui cherche à vider les campagnes des populations peu favorables au gouvernement. Il y a aujourd'hui plus de quatre millions de personnes déplacées au sein du pays, c'est à dire plus du dixième de la population. Quelque dix millions d'hectares de grand intérêt économique ont ainsi été volés aux victimes et offerts à des multinationales, à de nouveaux chefs paramilitaires, à des caciques politiques et à des cadres militaires [1]. C'est pourquoi le président Santos a présenté la « Loi de Terres » comme la panacée : il s'agit de redonner les terres aux déplacés. Au bout de cent jours de mandat, il a déclaré : « *Nous avons élaboré un plan de choc pour attribuer, jusqu'en avril, 378 mille hectares, et nous avons déjà atteint les trois quarts de l'objectif.* » Mais c'est de dix millions d'hectares qu'il s'agit...

Même si on en parle peu, on estime qu'en Colombie 250.000 personnes ont disparu du fait des forces de sécurité et de leurs paramilitaires. Rien que pour les quatre dernières années, cela concerne 40.000 personnes environ [2]. Certaines d'entre elles ont été enterrées dans la plus importante fosse commune d'Amérique Latine, découverte

Suite à la page (15)

Révélations : la CIA finançait le narcotrafic mondial

L'histoire des relations entre l'Agence Centrale d'intelligence étasunienne et le narcotrafic a commencé dans les années 70 et a trouvé son point culminant dans les années 90, selon un article publié par Cubadebate que nous traduisons rapidement. Notons qu'il s'agit de documents déclassifiés et donc appartenant au passé et que rien ne porte sur la situation actuelle bien que les spécialistes laissent entendre qu'encore aujourd'hui l'élite des Etats-Unis et de l'Amérique latine continue à bénéficier du trafic de drogue.(note de Danielle Bleitrach).

Plus de 8.000 documents du gouvernement fédéral déclassifiés par l'Acte d'Information Publique ont révélé les détails de ses liens controversés. Des rapports sur la décade 1980 montrent que pour contrecarrer la présence des Soviétiques en Afghanistan, les Etats-Unis ont consacré plus de 2.000 millions de dollars dans le financement de la résistance afghane par le truchement des cartels de drogues. Les mêmes documents indiquent que la CIA aussi était en relation étroite avec les narcotrafiquants latino-américains.

Dans le scénario étasunien, l'argent de la drogue provenait du cône sud et se convertissait en argent légal à Wall Street; dans le scénario latino-américain, ce même argent, une fois blanchi, retournait à la région sous forme de fonds pour les paramilitaires, explique l'ex-agent fédéral Michaël Ruppert.

En plus, la déstabilisation des gouvernements et révolutions en Amérique latine n'étaient pas les uniques objectifs de l'Agence d'intelligence des États-Unis: étaient également victimes de la CIA les mouvements sociaux aux Etats-unis mêmes. L'agence cherchait à déconsidérer les leaders qui luttaient pour les droits civils avec le but de prévenir les transformations du contexte idéologiques, l'intégration raciale, la justice et d'autres projets. « *Le Gouvernement voulait que nous agissions comme mercenaires contre nos propres communautés. Ils nous ont utilisés comme des flics pour intimider les radicaux ou tous ceux qui s'opposaient au Gouvernement fédéral* », rappelle l'imam Abdul Alim Musa.

A ce moment là, le président Ronald Reagan et George Bush père ont promu la doctrine de la ' Lutte contre les Drogues ', mais selon les experts ce critère a apporté plus de problèmes que de solutions.

Comme le pense Bruce Bagley, l'expert en affaires latino-américaines de l'Université de Miami, la plupart des luttes contre les drogues participait d'une stratégie d'échec; au lieu de diminuer le trafic de stupéfiants, cela l'a augmenté. Dans des pays comme la Colombie et le Mexique la violence entre les cartels cause des milliers de morts chaque année; et aux EU le nombre de ceux qui sont en addiction aux drogues ont augmenté. De plus, le blanchiment d'argent a laissé un sillage de corruption et des fonds de provenance douteuse partout.

Par ailleurs, les recherches sur le sujet remarquent que de nos jours les opérations sophistiquées financières pour cacher en le divisant le fruit du blanchiment de l'argent sont un phénomène fondamental. Ces procédures se servent des outils technologiques comme Internet pour envoyer des fonds d'un compte à l'autre sans des contrôles stricts, en s'assurant de ce fait de l'impunité.

La Commission de Juristes pour la publication de rapports sur le trafic de stupéfiants estime qu'annuellement les EU blanchissent plus de 100.000 millions de dollars en provenance du trafic de drogues. La documentation suggère aussi qu'une bonne partie de l'élite économique, en Amérique latine et dans les États-Unis, continue aujourd'hui de bénéficier du trafic de drogues.

(Pris sur Actualiad RT)
Changement de société 1 avril 2011

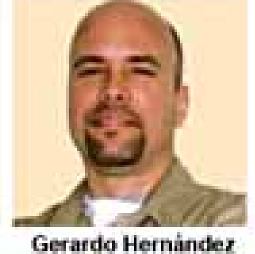
Les cinq : Lettre d'avril à Obama

Libérez les Cinq Cubains !


Fernando González


Ramón Labañino


Antonio Guerrero


Gerardo Hernández


René González

Combattants héroïques contre la terreur de l'impérialisme américain

Monsieur le Président Obama Le premier avril 2011.
The White House
1600 Pennsylvania Avenue N.W.
Washington DC 20500

Monsieur le Président,

La petite ville où je vis avec ma famille est située au pied des Pyrénées, en Béarn.

De nombreux Béarnais, comme leurs voisins Basques ont émigré, surtout à la fin du dix-neuvième siècle vers l'Argentine, l'Uruguay, Cuba et les Etats-Unis (en particulier à Miami).

Les liens, jamais rompus avec nos "cousins d'Amérique", expliquent notre conscience aigüe de l'ingérence des Etats-Unis dans les pays latino-américains.

L'histoire des cinq cubains Gerardo Hernández, Antonio Guerrero, Fernando González, Ramón Labañino, et René González, prisonniers aux Etats-Unis depuis plus de douze ans est une illustration flagrante, un cas d'école de cette ingérence !

Pendant plus de douze ans, lobbies, fondations, groupes de pressions politiques ont financé, organisé, manipulé l'information concernant l'affaire des Cinq aux Etats-Unis et dans le monde.

Elle est liée au terrorisme exercé par les Etats-Unis à l'encontre de Cuba, sujet tabou, passé sous silence depuis plus de cinquante ans. Ce terrorisme a été organisé au plus haut niveau, dès la création, en janvier 1960 par Allen Dulles, directeur de la CIA, de « la force spéciale » chargée d'actions de subversion contre Cuba.

Quinze jours après la mort du jeune touriste italien Fabio Di Celmo en 1997 dans un attentat à la bombe à La Havane, son frère Livio Di Celmo a reçu des appels de médias du monde entier. Pourtant, ni CNN, ni ABC, ni The Herald, ni The London Telegraph ni tant d'autres n'ont publié d'article expliquant la connexion entre l'administration Nord Américaine et les terroristes de Miami. Les journalistes italiens du Corriere, ou de la Republica n'ont pas informé leurs lecteurs sur la mort d'un de leurs concitoyens, victime du terrorisme « made in USA », pas plus qu'ils ne donnent aujourd'hui d'information sur les Cinq. Les grandes agences de presse (AP, UPI, Reuters, AFP) jouent bien leur rôle dans le domaine de la désinformation.

Que des journalistes de Floride aient été payés pour écrire des articles haineux afin de créer un climat délétère lors du procès des Cinq nous choquent certes, mais ne nous surprennent pas. C'était dans la logique du gouvernement des Etats-Unis de l'époque. Là où nous sommes très déçus, Monsieur le Président, c'est de voir que vous appliquez la même politique que vos prédécesseurs à l'égard de Cuba. Lors de votre élection, nous aspirions vraiment à de nouvelles relations entre vos deux pays.

Il y a trois semaines à peine, nous avons appris un nouvel acte de blocus envers Cuba : la saisie des 4 207 000 de dollars, qui lui étaient destinés par le Fonds Mondial de Lutte contre le Sida et la Tuberculose. Pourtant un blocus ne devrait pas toucher le domaine de la santé d'après les conventions internationales.

Par contre, votre administration a proposé d'allouer 20 millions de dollars dans son budget 2012 aux programmes destinés à ramener ce que vous appelez « la démocratie » à Cuba. C'est un véritable acte de guerre. L'obsession des gouvernements successifs des U.S.A. est en fait la mise à mort de la révolution cubaine. Cuba est un pays souverain, le choix de gouvernement de Cuba, Monsieur le Président, ne regarde que les seuls Cubains !

Avec votre accession à la présidence des Etats-Unis, rien ne va donc changer ? Est-il pensable que le rapport qu'écrivait le sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires interaméricaines Lester D.Mallory à son secrétaire d'Etat Roy R. Rubottom, le 6 avril 1960 dans un mémorandum, soit encore d'actualité ? Il préconisait : « La majorité des Cubains soutient Castro, il n'y a pas d'opposition politique efficace… Tous les moyens doivent être entrepris rapidement pour affaiblir la vie économique de Cuba… Une mesure qui pourrait avoir un très fort impact serait de refuser tout financement et livraison à Cuba, ce qui réduirait les revenus monétaires et les salaires réels et provoquerait la famine, le désespoir et le renversement du gouvernement ».

Dans un tel contexte, Jusqu'où va aller l'acharnement de votre pays envers les cinq Cubains ? Quelle justice peuvent attendre ces cinq patriotes emprisonnés pour avoir défendu leur pays, alors même que celui qui les a fait arrêter est le protecteur des pires terroristes de Floride ? Cet homme, Hector Pesquera, est l'instigateur de la destruction du dossier de Posada Carriles, dont le procès est en cours à El Paso. Ce criminel va-t-il sortir du procès en héros, blanc comme neige ?

Au nom des nombreux amis des Cinq dans le monde, je vous demande une fois de plus, Monsieur le Président, d'être digne de votre prix Nobel, de signer la clémence exécutive qui leur rendra enfin la liberté dont ils sont privés depuis plus de douze ans.

Recevez, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments humanistes les plus sincères.

PS : Nous avons appris avec une profonde tristesse le décès de l'avocat Leonard Weinglass infatigable défenseur de la cause des Cinq. Soyez assuré, Monsieur le Président, que nous continuerons son combat pour la Justice.

Jacqueline Roussie
64360 Monein (France)

La catastrophe du Japon et la visite d'un ami



Jimmy Carter visitant Fidel Castro

Fidel Castro Ruz

Aujourd'hui, j'ai eu le plaisir de saluer Jimmy Carter, qui a été président des États-Unis de 1977 à 1981 et qui a été le seul, à mon avis, à avoir eu assez de sérénité et de courage pour aborder la question des relations de son pays avec Cuba.

Carter fit ce qu'il put pour réduire les tensions internationales et promouvoir la création de sections des intérêts de Cuba et des USA. Son administration fut la seule à avoir fait quelques pas pour atténuer le blocus criminel imposé à notre peuple.

Les circonstances n'étaient pas propices, certes, dans notre monde complexe. L'existence d'un pays vraiment libre et souverain sur notre continent ne collait pas avec les idées de l'extrême droite fasciste aux USA qui s'ingénia à torpiller les intentions du président Carter au nom desquelles il avait mérité le Prix Nobel de la paix. Et ce prix, personne ne lui a en fait cadeau gratuitement !

La Révolution a toujours apprécié son geste courageux et l'a reçu chaleureusement en 2002. Elle lui réitère maintenant son respect et son estime.

L'oligarchie qui gouverne cette superpuissance pourra vraiment renoncer à son envie insatiable d'imposer sa volonté au reste du monde ? Un système qui engendre toujours plus fréquemment des présidents comme Nixon, Reagan et W. Bush, qui se dote d'un pouvoir toujours plus destructeur et qui respecte de moins en moins la souveraineté des peuples, pourra-t-il y parvenir ?

La complexité du monde actuel ne laisse guère de marge à des souvenirs relativement récents. Mes adieux à Carter, ce mercredi-ci, ont coïncidé avec des nouvelles inquiétantes qui continuent d'arriver du Japon et de l'accident nucléaire déclenché par le séisme et le tsunami, et qu'on ne peut ni ne doit ignorer, non seulement pour leur importance, mais aussi pour les retombées pratiques quasi immédiates de ces événements sur l'économie mondiale

L'agence de presse AP informe aujourd'hui du Japon : « Les problèmes augmentent dans la centrale atomique japonaise.

« La crise déclenché dans la centrale atomique japonaise endommagée par le tsunami s'est aggravée ce mercredi-ci après qu'on a mesuré dans l'eau de mer proche les niveaux de radiations les plus élevés à ce jour.

« À Fukushima, les radiations ont filtré dans la terre et la mer et se sont introduites dans les légumes, le lait non pasteurisé, voire dans l'eau potable, jusqu'à Tokyo, à deux cent vingt kilomètres plus au sud.

« Entretemps, l'empereur Akihito et l'impératrice Michiko ont visité pendant une heure un groupe de personnes évacuées à Tokyo. »

Reuters informe pour sa part dès Tokyo: « Le Japon a actualisé ce mercredi ses normes relatives aux centrales atomiques, ce qui constitue la première reconnaissance officielle qu'elles étaient insuffisantes quand un séisme a endommagé une de ses installations et déclenché la pire crise atomique depuis celle de Tchernobyl en 1986.

« L'annonce a été faite après que le gouvernement a reconnu que la fin de la crise n'était pas en vue et qu'une élévation des niveaux d'iode radioactif dans l'eau de mer était venue s'ajouter aux évidences de fuites des réacteurs autour de la centrale et au-delà.

« Des découvertes de plutonium dans le sol de la centrale ont fait monter l'alarme publique au sujet de cet accident qui a éclipsé la catastrophe humaine provoqué par le séisme et le tsunami du 11 mars, avec ses 27 500 morts et disparus.

« Avant cette catastrophe, les cinquante-cinq centrales atomiques du Japon fournissaient près de 30 p. 100 de l'énergie électrique du pays, et ce pourcentage était censé s'élever à 50 p. 100 d'ici à 2030, soit parmi les plus importants au monde.

« De nouvelles lectures ont indiqué que l'iode radioactif dépassait de 3 355 fois les limites légales, a indiqué l'agence publique de sécurité nucléaire qui en a

Suite à la page (15)

Suite de la page (13)

derrière une caserne de l'armée dans la Macarena, à 200 kilomètres au sud de Bogota, avec plus de 2000 cadavres[3].

Les paramilitaires sont désormais appelés Bandes Criminelles, Bacrim. Des chiffres officiels indiquent qu'elles opèrent dans 21 des 32 départements colombiens, c'est-à-dire sur 75% du territoire, et qu'elles sont la plupart du temps dirigées par des assassins amnistiés de leurs crimes lors de la période Uribe Velez. « *Au cours des premières semaines du gouvernement Santos, les agissements des bandes criminelles se sont intensifiés (...) elles progressent dans le contrôle territorial et politique, dans le plus pur style des vieilles structures paramilitaires* » [4]. Le nouveau gouvernement insiste sur le fait que leurs crimes sont liés au trafic de drogues, mais « *la réalité prouve qu'elles ont pris pour cible les dirigeants sociaux* » [5]. Le 9 novembre 2010, soit 90 jours après l'arrivée de Santos au pouvoir, le parti d'opposition Polo Democrático Alternativo a dénoncé les assassinats de quelque cinquante dirigeants politiques et sociaux…

Face à cette violence d'Etat, en 2009, quatre Rapporteurs Spéciaux de l'ONU ont examiné la situation des droits humains en Colombie. Un triste record. Dans leurs rapports, on retrouve toujours en première ligne la responsabilité du ministère de la Défense.

Il faut également souligner l'étroite relation de Santos avec les autorités d'Israël et ses services de sécurité. L'ancien général Israel Ziv a été invité en Colombie par Santos – qui s'est rendu à plusieurs reprises dans ce pays du Proche Orient – afin de conseiller les services de renseignements, contre une rétribution de dix millions de dollars. « *Israel Ziv, ancien commandant du régiment de Gaza, est le plus haut gradé parmi les officiers israéliens qui mènent des tâches liées à l'entraînement de personnel dans le gouvernement colombien. Les liens militaires entre Israël et la Colombie datent du début des années 1980, lorsqu'un contingent de soldats du Bataillon Colombie 'l'un des pires violeurs de droits humains dans l'hémisphère occidental, a reçu un entraînement dans le désert du Sinaï par certains des pires violeurs de droits humains du Moyen Orient*», selon le chercheur étasunien Jeremy Bigwood » [6].

En octobre 1997, Manuel Santos avait déjà prouvé son manque de scrupules. Ce mois-là, il se réunit avec les trois principaux chefs paramilitaires pour leur proposer de participer à un coup d'Etat contre le président libéral Ernesto Samper, proposition qu'il fait aussi aux guérillas des FARC et de l'ELN. Salvatore Mancuso, l'un de ces chefs paramilitaires aujourd'hui en prison aux Etats-Unis, a confirmé cette information dans une déclaration faite devant des juges étasuniens et colombiens [7]. De même que quatorze autres chefs, il avait été extradé vers ce pays en mai 2008, pour trafic de drogues – une activité qui finançait les paramilitaires [8]. Ils ont été envoyés là-bas, même s'il s'agissait de crimes contre l'Humanité qui doivent être placés au-dessus de tout autre délit. Cela a permis d'éviter que les Colombiens ne soient directement informés de la responsabilité de l'Etat dans les crimes paramilitaires.

En septembre 2008, le journaliste vénézuélien, José Rangel, a dit de Santos : « *C'est l'homme de Washington dans la politique colombienne. Il a puisé ses forces à l'ombre d'Uribe, et aujourd'hui, on peut dire qu'il dépasse Uribe lui-même* » [9].

Le ministre Santos était un adepte de la ligne de l'ancien président Bush dans le domaine de la « guerre préventive » contre d'autres pays, sous le prétexte de la légitime défense. Cela l'a conduit à mener une incursion militaire contre l'Equateur, dans laquelle un citoyen équatorien a trouvé la mort. Un juge de ce pays prononça alors un ordre de capture international contre Santos, afin de le faire extrader. Une décision révoquée le 30 août 2010.

En avril 2010, alors candidat aux présidentielles, Santos déclare qu'il est « fier » du bombardement, laissant planer l'éventualité d'une même action contre le Venezuela ou un autre pays. Correa réplique : « [Santos] *n'a pas compris qu'en Amérique Latine, il n'y a pas de place pour des prétendants au titre de petit empereur.* » Chavez avertit : Toute agression contre l'Equateur, la Bolivie, Cuba ou le Nicaragua « *sera une attaque contre le Venezuela*. » Pour sa part, le président bolivien, Evo Morales, traite la Colombie de « *serviteur soumis au gouvernement des Etats-Unis*. »

L'accord passé avec les Etats-Unis, et signé en octobre 2009, grâce auquel la Colombie leur permettait d'utiliser sept de ses bases militaires, place la région entière sous tension. Mais dix jours après le début du mandat de Santos, la Cour Constitutionnelle le déclare inexécutable. C'est un rude coup pour le président. Consuelo Ahumada, professeure d'université à Bogota, a écrit, en se basant sur des documents divulgués par Wikileaks : « *Juan Manuel Santos, alors ministre de la Défense, joua un rôle très engagé, puisqu'il maintint toujours la position la plus dure, en soutien au président, face à celle du ministre des Affaires étrangères, plus conciliatrice et diplomate. Santos et Uribe, appuyés par les USA, étaient prêts à faire de nouvelles incursions en pays voisins pour agir contre les FARC (...) Les craintes des dirigeants d'Amérique du Sud concernant la portée régionale de l'accord avec les Etats unis n'étaient pas infondées.* » (10) Mais bizarrement, depuis qu'il est chef d'Etat, Santos le faucon s'est métamorphosé en colombe. Le plus inattendu de ses actes a été de qualifier le président Chavez de « mon meilleur ami » et de rétablir les relations avec le Venezuela et l'Equateur en un temps record.

Selon Sergio Rodriguez, professeur vénézuélien : « *La rupture avec l'Equateur et le Venezuela a signifié pour la Colombie la perte d'environ sept millions de dollars en 2009. Et* [Santos] *fait partie de cette* oligarchie réactionnaire mais pragmatique, qui défend de puissants intérêts corporatistes. »

Parallèlement, Santos renforce les liens avec Washington. Le 30 janvier dernier, le ministre de la Défense, Rodrigo Rivera, s'est rendu à Washington dans le but d'« approfondir les liens avec les Etats-Unis en matière de défense et de sécurité. » Il a été reçu, entre autres, par son homologue, Robert Gates, par le chef du Commando Sur, le sous-secrétaire aux Affaires de Sécurité des Amériques et le directeur adjoint de la CIA. Des forces colombiennes de contre-insurrection participeront à la guerre en Afghanistan. Les frais seront pris en charge par les Etats-Unis et l'Espagne. Les commandos seront intégrés aux bataillons espagnols et, alors que la Colombie n'est pas membre de cette alliance, ils seront placés sous le drapeau de l'OTAN.

Le jour même où le ministre Rivera arrivait aux Etats-Unis, la Colombie devenait membre non permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU pour une durée de deux ans. La candidature de la Colombie avait été proposée par Washington et Paris. La visite de Santos en France, le 24 janvier, sur invitation du président Sarkozy n'était donc pas le simple fruit du hasard. Santos en a profité pour se consacrer à la vente des ressources naturelles de son pays, mais aussi de celles de l'Amérique latine, car « *elle possède en ce moment tout ce dont le monde a besoin* ». Du pétrole, par exemple. A cette occasion, son journal El Tiempo, a titré : « *Cette semaine, Santos a franchi un nouveau pas pour devenir le leader latino-américain qu'il a envie d'être.* »

Notes:

1. http://www.movimientodevictimas.org
2. http://www.telesurtv.net/noticias/s...
3. http://www.publico.es/internacional...
4. Radio Nederland, Amsterdam, 26 août 2010
5. El País. Madrid, 30 janvier 2011.
6. José Steinsleger, « Israel en Colombia », La Jornada, Mexico, 12 mars 2008.
7. El Espectador, Bogotá, 21 avril 2010.
8. Hernando Calvo Ospina, Colombie, derrière le rideau de fumée : Histoire du terrorisme d'Etat. Le Temps des Cerises, Paris, 2008.
9. VTV, Caracas, 17 octobre 2008.
10. El Tiempo, Bogotá, 12 janvier 2011.

Hernando Calvo Ospina
Traduit par Hélène Anger
Tlaxcala 14 mars 2011

NDLR. **Hernando Calvo Ospina** est un journaliste et écrivain colombien. Il collabore avec le mensuel français le Monde Diplomatique. Il est l'auteur de plusieurs livres qui ont été traduits en une dizaine de langues. En avril 2009, Hernando Calvo Ospina qui se rendait au Nicaragua pour un reportage a appris à cette occasion qu'il figurait sur la «No Fly List» qui interdit à un certain nombre de personnes de se rendre, voire même de survoler les États-Unis. Du fait de sa présence, son vol Paris-Mexico a été détourné vers les Antilles à la demande des autorités américaines. Air France avait communiqué la liste des passagers aux autorités américaines.

Suite de la page (14)



Chavez montrant le prix Rodolfo Walsh qui lui a été décerné

toutefois minimisé l'impact en affirmant que les personnes avaient abandonné l'endroit et que la pêche y avait cessé.

« Des centaines d'ingénieurs se sont battus pendant presque trois semaines pour refroidir les réacteurs de la centrale et éviter une fusion catastrophique des barres d'énergie, bien que ce scénario cauchemardesque semble avoir été évité.

« Selon Jesper Koll, directeur de recherche des valeur de la J.P. Morgan Securities à Tokyo, une bataille prolongée pour contrôler la centrale et freiner les fuites de radioactivité perpétuerait l'incertitude et agirait comme un obstacle pour l'économie.

« «Le pire scénario possible est que cette situation se prolonge non un mois, ou deux ou six, mais deux ans, ou indéfiniment», a-t-il déclaré.

« Le plutonium, un sous-produit des réactions nucléaires utilisable dans des bombes atomiques, est hautement carcinogène et constitue une des substances les plus dangereuses de la planète, ont signalé des experts. »

Une troisième agence, la DPA, informe depuis Tokyo :

« Les techniciens japonais ne parviennent toujours pas à freiner la crise nucléaire, presque trois semaines après les accidents survenus dans la centrale atomique de Fukushima. Le gouvernement japonais a donc commencé à étudier des mesures extraordinaires pour arrêter l'émission de radioactivité depuis les installations.

« L'idée est de recouvrir les réacteurs d'une sorte de tissu. Les valeurs élevées d'iode 131 en mer indiquent des radiations croissantes. L'organisation écologiste Greenpeace avertit aussi, à partir de ses propres mesures, que la santé de la population court de sérieux dangers.

« Des experts estiment que l'on peut tarder des mois à éviter définitivement une fusion éventuelle du cœur des réacteurs. Tepco a promis d'améliorer les conditions de travail de ses techniciens, toujours plus nerveux et épuisés. »

Tandis que ces événements se déroulent au Japon, le président bolivarien du Venezuela, après avoir visité l'Argentine et l'Uruguay, se rend en Bolivie, favorisant des accords économiques et resserrant les liens avec des pays de notre sous-continent bien décidés à être indépendants.

Chávez a reçu à l'Université de La Plata – où la tyrannie fomentée par les USA a fait disparaître, entre de nombreux milliers d'Argentins, plus de sept cents étudiants, dont quarante de l'École de journalisme – le prix Rodolfo Walsh*, du nom de l'un des héroïques journalistes révolutionnaires assassinés.

Ce n'est plus Cuba toute seule, mais de nombreux peuples qui sont disposés à se battre jusqu›à la mort pour leur patrie.

Fidel Castro Ruz
Le 30 mars 2011

NDLR. **Rodolfo Wash.** Ecrivain, guérillero, journaliste. En 1960, avec quelques collègues et l'écrivain colombien Gabriel Garcia Marquez, il crée à Cuba l'agence de presse Prensa latina. De 1968 à 1970, il fonde et dirige l'hebdomadaire CGTA. À la même période, il rejoint le groupe radical des Montoneros. Il retourne en Argentine en 1973. Sa fille, également militante radicale, est tuée à l'âge de 26 ans lors d'un affrontement avec l'armée en 1976. Le 24 mars 1977, il écrit une « Lettre ouverte à la junte militaire » dénonçant les politiques économiques menées par le gouvernement. Le lendemain, il tombe dans un guet-apens au cours duquel il est probablement tué par les forces de la répression de la dictature militaire. Son corps n'a pas été retrouvé.

Michel Martelly ou le triomphe de la médiocratie

Suite de la page (7)
carnassier. Oreilles en trompette. Nez concombre. Moustaches microscopiques de Führer des Tropiques. Smoking rose de fumiste. Pantalette Victoria's Secret. Soutien de l'OEA. Coiffure queue de Mulet. Mélange pestilentiel de parfums Florida et My Dream.

Tous les pays amis ont leur Histoire d'Haïti, particulièrement les Etats-Unis, la France et le Canada. Par la grâce du dieu dollar, Sweet Micky est devenu Président. Président « constitutionnel » comme dans les notes autobiographiques de Leslie François Manigat. Président d'opérette, Président fantoche ? Règne éphémère des sans mamans ? Trois cabinets ministériels auraient été déjà faits et défaits. Fiévreuse attente sous les tentes du chef suprême et effectif des nouveaux volontaires de l'insécurité nationale. Résurrection de l'Armée défunte. Armée de Zobops. Armée de Zombis en kaki.

Promesse électorale : une petite voiture blindée pour chaque jeune haïtien. Protection assurée contre les balles assassines et les tessons de bouteilles qui ont failli emporter Wyclef Jean au pays sans chapeau. La main enveloppée du drapeau national (en guise de pansement), notre futur Président est devenu la risée de la presse internationale. Je panse, donc je suis. C'est toute une nouvelle ère qui commence dans l'aire du Bicentenaire. La descente indécente aux enfers. Pendant que je lisais L'amour aux Temps du Choléra de Gabriel Garcia Marquez, j'ai négligé La Chronique d'une Mort Annoncée et L'Automne du Patriarche. Pour qui et pourquoi sonne le glas. Serait-ce le bal ou la balle des adieux ?

On dit qu'il est devenu impossible de trouver un cireur de bottes à Port-au-Prince. Ils veulent tous devenir parle/menteurs, Députés ou Sénateurs, en vue de construire 15 kilogrammes de route dans leur section rurale. Aspiration légitime dans un système démocratique. Même son de cloche. Alors, pourquoi les musiciens qui appartiennent à une « caste supérieure », n'aspireraient-ils pas à la reluisante position de Président ? Pourquoi n'auraient-ils pas un pied-à-terre dans les ruines du Palais national ? Bien sûr, les musiciens (qui ont un sens sûr du rythme) commettent parfois quelques erreurs arithmétiques. Comme ces $ 50.000 destinés à bâtir des cahutes pour les victimes du séisme qui se sont volatilisés à Vilaj Vilaj du musicien haï/sien (et québe/quoi ?) Luck Mirvil. L'argent s'est dissipé en vol aller-retour entre nulle part et ailleurs. Pince-sans-rire, Lucky Luck attend une autre contribution de 25 millions de dollars pour commencer à construire des villages fantômes dans le Far West. Ce ne sera pas facile de trouver un « terrain» d'entente avec les bailleurs de fonds et les bailleurs de faim.

Que dire des centaines de milliers de dollars destinés à alléger la douleur des victimes du séisme, qui se sont retrouvés par hasard dans les caisses de la maîtresse de Wyclef Jean sous forme de salaire pour droit de cuissage. Que dire des centaines de milliers que Michel Martelly doit aux banques floridiennes dans le cadre de ses tractations immobilières. Le salaire de chef d'état va-t-il lui permettre de s'acquitter de ses dettes ? Le Président du Compas va-t-il être extradé en Floride pour crimes économiques et autres ?

Avec l'avènement de Sweet Micky, c'est tout un monde qui finit. Finies les histoires enfantines de Bouki et Malice et de Mickey Mouse. C'est la fin de l'innocence qu'on avait sauvegardée même pendant les heures les plus sombres de la dictature duvaliériste. C'est la fin de tout faux-semblant de décence et de dignité. Le pouvoir en Haïti est devenu un vrai bordel. Un lupanar avec des ampoules roses clignotantes. Gorges Profondes. Prenez La Queue Comme Tout Le Monde. Haïti est capable du meilleur et du pire. Ayant atteint le fond de l'abîme, elle est condamnée à rebondir. Le sursaut national contre l'inacceptable est la seule voie de salut.

Election en Haïti: un coup d'état, un de plus! J'accuse!

Suite de la page (7)
désolidarisée d'Haïti. Depuis 25 ans la nation des droits de l'homme couvait en son sein ce dictateur sanglant, lui offrant calme et repos sur la Côte d'Azur. Aujourd'hui comme un signe de l'abandon total de l'ancien colonisateur, on renvoie au pays la figure la plus diabolique qui soit. Et on refusait d'Aristide dans le même temps … allez comprendre.

A l'heure actuelle, il suffit d'un mot de Titid pour que le peuple se range à nouveau derrière lui (s'il ne l'est pas déjà). Alors pourquoi ne pas travailler et collaborer avec celui qui écrasa toute concurrence en 1991 et 2001 lorsqu'il fut par deux fois élu à la magistrature suprême avec plus de 60% des suffrages, excusez du peu. Respecter Haïti et respecter son peuple c'est avant tout aider et soutenir son principal représentant. Quand les occidentaux auront compris cela, un grand pas dans le développement et le renouveau de ce pays aura été effectué. Pour l'instant, on en est loin …

A l'heure actuelle Haïti semble malheureusement en route vers une nouvelle période trouble et agitée de son Histoire. Ce coup d'état perpétré en silence et préparé depuis sept ans (pendant l'entracte Préval) est maintenant en passe de réussir. La suspension de Fanmi Lavalas, la manipulation des médias, la supercherie des élections, la chape de plomb qui recouvre le pays nous permettent d'affirmer que ce suffrage est bien un coup d'état supplémentaire sur la longue liste qu'en compte Haïti. Sous les dehors d'un CEP fantoche et d'une aide humanitaire onusienne qui est plus composée de chars que de vivres, les grands de ce monde se sont défilés pour voler au secours (ou au pillage) des pays arabes et du Japon. Haïti ne fait plus recette, les caméras sont parties, circulez y'a rien à voir. En toute impunité on joue avec Haïti une scène bien trop connue pour des spectateurs trop avisés. Cela fait 200 ans que ça dure, le théâtre est la même, les acteurs également, la chute est identique.

Dans ce contexte j'accuse les Etats-Unis, le Canada, la France, la Communauté Internationale et l'élite Haïtienne de réaliser en ce moment même en Haïti le coup d'état le plus pervers qui soit ! Puisque le commun des mortels ne peut vous faire passer devant les tribunaux, l'Histoire vous jugera à la hauteur de vos actes de sabotages et de trahisons.

Vive Jean-Bertrand Aristide, vive la République, vive Haïti !

Le 31 mars 2011 à Pointe-à-Pitre, Guadeloupe
Cassien GAUTHIER
Etudiant en médecine

Obama et son discours sur la guerre en Libye

Suite de la page (12)
ne pouvait savoir comment ils pensaient. C'étaient vraisemblablement des musulmans, des gens qui faisaient produire la terre et qui ne pouvaient pas être partisans des bombardements. Soudain, un hélicoptère est apparu pour récupérer le pilote et leur a tiré dessus, blessant grièvement l'un d'eux et ne les tuant pas tous par miracle. Les Arabes, on le sait, sont traditionnellement hospitaliers envers leurs ennemis, les logent sous leur propre toit et se retournent pour ne pas savoir par où ils repartent. Ni un lâche ni un traître ne représente jamais l'esprit d'une classe sociale.

Seul un Obama pouvait nous débiter la curieuse théorie qui apparaît à un moment donné de son discours : « Il y aura toutefois des occasions où, même si notre sécurité n'est pas directement menacée, nos intérêts et nos valeurs le seront. […] …nous savons qu'on réclamera souvent l'aide des États-Unis, comme la nation la plus puissante du monde.

« En ces cas, nous ne devons pas avoir peur d'agir, mais le poids de l'action ne doit pas retomber uniquement sur les États-Unis. Au contraire, tout comme nous le faisons en Libye, notre tâche est de mobiliser la communauté internationale en vue d'une action collective. […]

« Tel est bien le genre de leadership dont nous faisons preuve en Libye. Bien entendu, même si nous agissons dans le cadre d'une coalition, les risques de n'importe quelle action militaire seront élevés. On a pu constater ces risques quand un de nos avions a eu des ratés en survolant la Libye. Or, quand un de nos aviateurs a sauté en parachute, dans un pays dont le dirigeant a si souvent démonisé les États-Unis, dans une région qui a eu des relations si difficiles avec notre pays, cet Étasunien n'a pas rencontré d'ennemis, au contraire, il a été accueilli par les gens à bras ouverts. Un jeune Libyen venu le secourir lui a dit : «Nous sommes vos amis. Nous sommes si reconnaissants envers ces hommes qui protègent notre ciel.»

« Cette voix n'est rien que l'une des nombreuses voix dans une région où une nouvelle génération refuse de se voir dénier ses droits et ses chances plus longtemps.

« Ce changement compliquera toutefois le monde pendant un temps. Le progrès sera inégal, et le changement surviendra différemment dans les différents pays. Il y a des endroits, comme l'Égypte, où ce changement nous encouragera et rehaussera nos espoirs. […] Tout le monde sait que Moubarak a été l'allié des États-Unis. Quand Obama s'est rendu à l'Université du Caire en juin 2009, il ne pouvait ignorer qu'il avait volé des milliards de dollars à l'Égypte.

Mais Obama poursuit son récit émouvant : « …nous nous félicitons que l'histoire se soit mise en branle au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, et que les jeunes soient à l'avant-garde. En effet, partout où les gens rêvent d'être libres, ils trouveront un ami dans les États-Unis. Somme tout, c'est cette foi, ce sont ces idéaux qui sont la vraie aune du leadership étasunien.

« …notre puissance à l'étranger s'enracine dans notre puissance à domicile. Et notre étoile polaire doit toujours être la suivante : la capacité de notre peuple à donner tout son potentiel, à faire des choix judicieux à partir de ses propres ressources, à amplifier la prospérité qui est à la source de notre pouvoir et à vivre les valeurs qui nous sont si chères.

[…] « […] Regardons l'avenir pleins de confiance et d'espoir non seulement en notre pays, mais en tous ceux qui languissent après la liberté dans le monde entier. »

À lire cette histoire à dormir debout, je me suis souvenu du Tea Party, du sénateur Bob Menéndez et de l'illustre représentante Ileana Ros, la « grande méchante louve », qui narguait la loi pour continuer de séquestrer le petit Cubain, Elián González, et qui est maintenant rien moins que la présidente de la commission des Relations extérieures de la Chambre des représentants des États-Unis !

Kadhafi se tue à répéter qu'Al-Qaeda lui fait la guerre et envoie des combattants contre son gouvernement, parce qu'il a appuyé la guerre antiterroriste de Bush. Al-Qaeda a eu par le passé d'excellentes relations avec les services secrets étasuniens dans la lutte contre les Soviétiques en Afghanistan et on connaît long sur les méthodes de travail de la CIA.

Que se passerait-il si les dénonciations de Kadhafi étaient vraies ? Comment Obama expliquerait-il au peuple étasunien qu'une partie de ces armes de combat terrestre tombent aux mains des hommes de Bin Laden ? N'aurait-il pas été mieux et plus intelligent de promouvoir la paix en Libye, au lieu de fomenter la guerre ?

Fidel Castro Ruz
Le 31 mars 2011

Obama lance sa campagne pour un deuxième mandat

Barack Obama a lancé lundi sa candidature à un deuxième mandat à la présidence des Etats-Unis par un bref communiqué sur son site internet et un courriel envoyé à ses partisans. «La campagne vient de démarrer», peut-on lire sur le site www.barackobama.com. «2012 commence maintenant.» Ce court texte est accompagné d'une vidéo de 2m10s montrant des partisans dans tout le pays qui expriment leur soutien au président démocrate élu largement en 2008 face au républicain John McCain, mais Obama n'apparaît pas.

Dans son courriel, le président indique qu'il s'apprête à déposer ses formulaires de campagne auprès de la commission électorale fédérale, ce qui lui permettra d'entamer immédiatement sa collecte de fonds. « Même si je suis concentré sur le travail pour lequel vous m'avez élu, et que la course ne sera sans doute pas pleinement lancée avant un an ou plus, nous devons commencer aujourd'hui à jeter les bases de notre campagne », explique Obama. « Nous savons depuis longtemps qu'un changement durable ne s'obtient ni rapidement, ni facilement (...) Mais pendant que mon gouvernement et nos gens à travers le pays se battent pour protéger les progrès que nous avons accomplis - et en réaliser de nouveaux - nous devons aussi commencer à mobiliser pour 2012, bien avant qu'il soit temps pour moi de commencer à faire campagne.»


Barack Obama

Barack Obama, engagé dans une bataille budgétaire avec les républicains, majoritaires à la Chambre des représentants, s'est focalisé ces dernières semaines sur la réduction des dépenses publiques et de la dépendance énergétique, ainsi que sur les investissements dans l'éducation et la recherche, des thèmes qui seront probablement au centre de sa campagne pour 2012. Dans le même temps, il a défendu l'engagement des Etats-Unis dans les opérations militaires en Libye.

Les sondages révèlent une opinion divisée sur l'actuel président, dont les principales réalisations sont pour l'heure de vastes réformes de l'assurance-santé et de la régulation financière. Une synthèse effectuée par Real Clear Politics le crédite de 47,4% d'opinions favorables contre 46,6% d'opinions défavorables. Mais les enquêtes indiquent aussi qu'à ce stade, Obama aborderait la campagne en favori face au candidat républicain, quel qu'il soit. Mitt Romney, l'ancien gouverneur du Massachusetts, pas plus que Sarah Palin, colistière de John McCain en 2008, ou Newt Gingrich, président de la Chambre des représentants dans les années 1990, ne le devancerait.

Cette initiative permet à Barack Obama d'entamer immédiatement sa collecte de fonds qui pourrait réunir le montant sans précédent d'un milliard de dollars, selon les commentateurs politiques. L'élection aura lieu le 6 novembre 2012, dans 19 mois.

L'Humanité 4 Avril 2011

Un symbole israélo-palestinien assassiné à Jénine

Il s'appelait Juliano Mer-Khamis et nourrissait un dessein déraisonnable et inconvenant: rapprocher les peuples israélien et palestinien. Son projet n'avait rien de la mièvrerie des rencontres sportives organisées à des centaines de kilomètres du théâtre des opérations. C'est au contraire dans le camp de réfugiés de Jénine, dans le nord de la Cisjordanie, ancien "bastion du terrorisme" selon la terminologie israélienne du début de la deuxième intifada, que cet Israélien volontiers provocateur avait décidé de porter le fer de convictions héritées d'un couple de parents communistes eux-mêmes sangs mêlés (Arna Mer et Saliba Khamis).

Contre vents et marées, il y avait défendu le théâtre ouvert en 1989, en pleine première Intifada, par sa mère et rasé au cours de la seconde après l'assaut donné en avril 2002 au lieu où s'étaient retranchés des miliciens palestiniens. Selon l'AFP, ce militant a été assassiné lundi 4 avril dans ce même camp de Jénine par un groupe d'hommes armés.


Juliano Mer-Khamis

Acteur et réalisateur, Juliano Mer-Khamis avait consacrée à l'oeuvre de sa mère emporté en 1995 par un cancer, un documentaire extraordinaire: Les enfants d'Arna. Sans nul doute le meilleur film pour comprendre la seconde intifada.

L'une des dernières brèches encore ouvertes du conflit israélo-palestinien vient de se refermer. Dans le sang.

Le Monde 4 avril 2011

Un agent de la CIA commande les rebelles libyens

Par Patrick Martin

Le Conseil National Libyen, l'organisation basée à Benghazi qui parle au nom des forces rebelles qui luttent contre le régime de Kadhafi, a désigné un collaborateur de longue date de la CIA pour diriger ses opérations militaires.

Le choix de Khalifa Hifter, un ancien colonel de l'armée libyenne a été signalé jeudi par McClatchy Newspapers, et le nouveau chef militaire a été interviewé par un correspondant d'ABC News dimanche soir.

Hifter, dont l'arrivée à Benghazi avait été rapportée pour la première fois le 14 mars par Al Jazeera, a fait l'objet le 19 mars d'un portrait flatteur dans le Daily Mail, un tabloïd britannique farouchement belliciste. Le Daily Mail présentait Hifter comme une des « *deux étoiles militaires de la révolution* » qui « *est rentré récemment d'exil en Amérique pour apporter une certaine cohérence tactique aux troupes rebelles au sol.* » Le journal n'évoquait pas ses liens avec la CIA.

McClatchy Newspapers a publié un profil d'Hifter ce dimanche. Intitulé Le nouveau chef rebelle a passé une bonne partie des 20 dernières années dans une banlieue en Virginie. L'article note qu'il avait été auparavant un officier supérieur du régime de Kadhafi jusqu'à « une aventure militaire désastreuse au Tchad à la fin des années 1980. »

Hifter avait ensuite rejoint l'opposition à Kadhafi puis finalement émigré aux États-Unis où il a vécu jusqu'à ces dernières semaines qui ont vu son retour en Libye pour prendre le commandement de Benghazi.

Le profil par McClatchy concluait, « Depuis son arrivée aux États-Unis au début des années 1990, Hifter a résidé dans une banlieue de Virginie aux environs de Washington DC. ». Il citait un ami qui « *disait ne pas trop savoir comment Hifter subvenait à ses besoins, et qu'Hifter s'occupait d'abord d'aider sa grande famille.* »


Khalifa Hifter, (premier à partir de la droite) chef des rebelles libyens est un collaborateur de la CIA

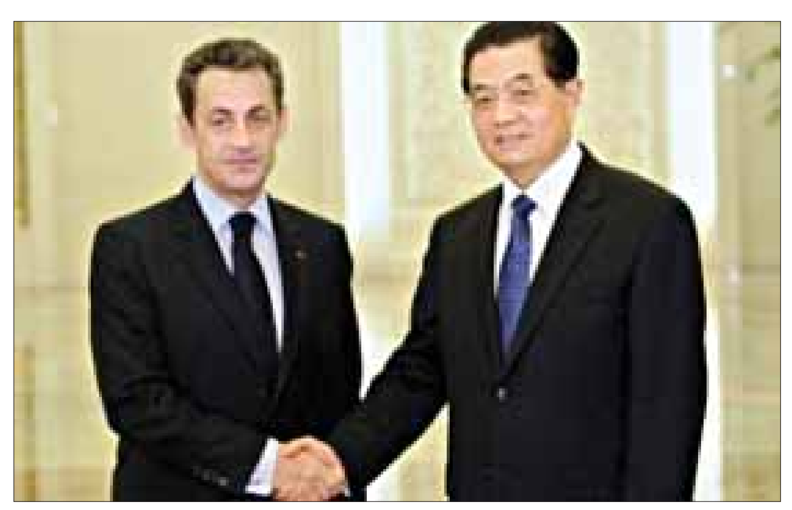
Pour ceux qui savent lire entre les lignes, c'est une indication à peine voilée du rôle d'Hifter en tant qu'agent de la CIA. Comment en effet, un ancien officier supérieur de l'armée libyenne a-t-il pu entrer aux États-Unis au début des années 1990, seulement quelques années après l'attentat de Lockerbie, puis s'installer près de la capitale fédérale, sans l'accord et l'aide active des services de renseignements US ? Hifter a vécu en fait pendant une vingtaine d'années à Vienna en Virginie, à seulement une dizaine de kilomètres du siège de la CIA à Langley.

La CIA était bien au courant des activités militaires et politiques d'Hifter. Un article du Washington Post du 26 mars 1996 parle d'une rébellion armée contre Kadhafi en 1996 et écrit son nom dans une transcription différente. L'article cite des témoins selon qui la rébellion a pour « chef le colonel Khalifa Iftar [et est] une organisation du type «contra» basée aux Etats-Unis et appelée Armée Nationale Libyenne. »

La comparaison est faite avec les forces terroristes «contra» financées et armées par le

Suite à la page (18)

Hu Jintao réitère l'opposition chinoise à la guerre de Libye


Le président français Nicolas Sarkozy et le président chinois Hu Jintao

Recevant le 30 mars 2011, à Pékin, le président français Nicolas Sarkozy, le président chinois Hu Jintao a réitéré l'opposition de la République populaire à l'intervention atlantique en Libye. «*L'histoire a, à plusieurs reprises, prouvé que l'utilisation de la force n'était pas la solution appropriée pour résoudre les problèmes, et qu'elle les rendait même plus compl iqués*», a-t-il déclaré. «*Le dialogue et d'autres moyens pacifiques sont les solutions les plus adéquates pour résoudre les problèmes*». La Chine, qui s'est abstenue lors du vote de la résolution 1973, n'a pas été invitée aux sommets de Paris et de Londres sur la Libye.

Réseau Voltaire 30 mars 2011

Le Pentagone déploie un appui aérien rapproché pour des troupes au sol


Le Lockheed AC-130 montrant deux de ses canons (Photo John Romero)

L'état-major états-unien a décidé de déployer des avions AC-130 et A-10 en Libye. Le Lockheed AC-130 est un appareil gunship d'attaque au sol et d'appui aérien rapproché pour des troupes au sol. Il est armé de canons de 20, 40 et 105 mm (photo).

Le Fairchild A-10 Thunderbolt II est un appareil d'appui aérien rapproché. Il est équipé d'un canon de 30 mm ayant une cadence de tir de 3 900 coups/minute, et de diverses sortes de roquettes et missiles. Ces aéronefs devraient permettre d'attaquer l'armée libyenne et de soutenir les insurgés, toutes actions sans lien avec la zone d'exclusion aérienne et la résolution 1973.

Réseau Voltaire 30 Mars 2011

VM Trucking & Aromark Shipping:
Serving the Haitian Community Since 1995

By Kim Ives

Gabriel Meltser grew up in Russia and came to the U.S. penniless four decades ago. But through hard work and wise choices he has been able to build a dynasty that is now the principal trucker and shipper to Haiti from the Northeast United States: V.M. Trucking and its sister overseas shipper, Aromark Shipping.

The companies were born in 1982 following the dissolution of TecMarine, another shipper. Meltser, who had worked with that company, bought the trucks and kept providing the services.

For many years, Gabriel functioned out of the Brooklyn Navy Yard. But in 2004, he moved his operation across the Hudson River to Newark, New Jersey, where he was closer to the New Jersey ports but with easy access to New York City. VM Trucking still owns a facility in the East New York neighborhood of Brooklyn, where Haitian shippers load their containers.

Now, his fleet of container trucks has grown to over 15. He runs the business with his two sons, Mark and Robert.

"*Our goal is to provide best possible service and quality shipping to Haiti for the Haitian communities around New York, New Jersey, Connecticut, Massachusetts, Rhode Island, Maryland and Pennsylvania,*" said Mark, who is the company's vice president. "*We ship containers not only to Port-au-Prince, but to Cap Haïtien too.*"

Almost all the Haitian shipping companies around the Northeast U.S. use Aromark Shipping and V.M. Trucking to ship to Haiti. They will book a full container, packing it with personal effects, household goods, commercial merchandise or relief supplies.

The Haitian shippers universally express satisfaction with V.M. Trucking's service: "*I've known Gabriel for 20 years, and he is credible,*" says Etienne Victorin of Jetco Cargo on Church Avenue in Brooklyn, one of Meltser's regular customers. "*We play fight but in fact we are good friends.*"

V.M. Trucking takes its cargo to Haiti on the ships of Aromark Shipping. A trip takes about 12 to 14 Days. "*In the 15 years I've been dealing with them, they are always on time,*" said Willo Jean-Baptiste of Cargo Express Shipping on Parkside Avenue in Brooklyn. "*They don't lose anything. I have no complaints.*"

Haitians can also contact V.M. Trucking and Aromark Shipping directly to ship a full container, which many do when moving their house to Haiti.



Gabriel Meltser (right) with his son fils Mark, two officers for VM Trucking and Shipping Aromark at their base in Newark

The two companies provide all that is needed to ship to Haiti, hence their mottos that they are "*Your Connection to Haiti*" and "*One Call Does It All.*"

You can make that call by dialing 973-690-5363 or visiting their website at www.aromarkshipping.com or www.haitishipping.com. They offer friendly and effective service.

Suite de la page (8)

Donc le gouvernement Préval/Bellerive, à la fin de son mandat a décidé d'augmenter les prix du carburant. Il continue à faire des victimes au sein des masses populaires haïtiennes. Ainsi les paysans, les chômeurs, les consommateurs à faibles revenus, les petits commerçants, les élèves et étudiants, les ouvriers et les travailleurs en général sont les plus grandes victimes de cette décision injuste et discriminatoire. » a-t-on écrit dans un texte distribué à la presse.

Ce vendredi premier avril des centaines de militants ont hermétiquement bloqué la circulation des véhicules et les activités du ministère des Affaires sociales durant plus de deux heures de temps. Pancartes en mains, les manifestants ont exigé avec rigueur la baisse des prix du carburant et du coût de la vie. Sur les murs du dudit ministère, ils ont écrit : « *Fòk pri gaz la desann ! Pèp la bouke anba lavichè ! Okipasyon) = lavichè ! Okipasyon = Kolera ! Preval = Lavichè* » . Tandis que la circulation était totalement bloquée au niveau des ministères de la Justice et de l'Economie au bas de la rue Charles Summer, les soldats des forces d'occupation de l'ONU se sont frayés un chemin pour atteindre la manifestation protestant contre les mauvaises conditions de la vie. Empêchés de passer à travers la manifestation, les soldats de la Minustah ont tiré des balles en caoutchouc blessant ainsi un manifestant à la tête, Joseph Emmanuel. Oxygène David, l'un des dirigeants de MOLEGHAF a qualifié l'action des soldats de l'ONU de provocation et de lâcheté face à des manifestants pacifiques qui revendiquent la baisse du coût de la vie. Les soldats de la Minustah ont crée un vent de panique à la rue Charles Summer, des élèves couraient dans toutes les directions, d'autres étaient contraints de rebrousser chemin, la rue était vide et les casques bleus tiraient à hauteur d'homme. Quand bien même, face à la résistance stratégique des manifestants, les soldats de la Minustah furent contraints de faire marche arrière et se sont repliés au carrefour « Tifou ». A la fin de la manifestation, des agents de l'unité départementale de maintien de l'ordre (UDMO) étaient venus pour le déblaiement de la rue et les manifestants de rentrer chez eux calmement.

Par ailleurs, les soldats de la Minustah ne cessent de violer les droits de l'homme en Haïti. Le samedi 26 mars dernier, trois (3) soldats de l'ONU/Minustah ont été impliqués dans le viol d'une jeune fille, dans la localité de Capotille à Mont-Organisé, une commune située dans le département du Nord-Est d'Haïti. Cet acte criminel a été dénoncé le mercredi 30 mars par l'ex-député, réélu, Ronald Larêche.

Face à cette situation de violation des droits du peuple haïtien, d'aucuns se demandent pourquoi les pays frères d'Afrique, comme le Rwanda se font complices de toutes ces violations des droits de l'homme et de ces crimes contre l'humanité commis en Haïti par les casques bleus de l'ONU. Depuis Janvier 2011, le Rwanda a expédié un contingent de 40 policiers venus renforcer les forces d'occupation de l'ONU. Il vient d'envoyer un autre contingent de 120 policiers de la Formed Police Unit (FPU) en renforcement de la Minustah.

Selon le superintendant Theos Badeye et porte-parole de la Police Rwandaise, le contingent effectuera des missions diverses, entre autres : le maintien de l'ordre, patrouilles de protection VIP et fournira une assistance humanitaire aux personnes déplacées. Les policiers du contingent, qui sont équipés d'armes légères et de véhicules blindés seront déployés dans la ville de Jérémie et dirigés par le superintendant en chef, Egide Ruzigamanzi.

C'est vrai, on a toujours bien défini la tache des soldats de l'ONU, mais sur le terrain, ils agissent autrement, en terrorisant la population des quartiers populaires et bidonvilles d'Haïti, en réprimant toutes formes de protestations populaires revendiquant la baisse du coût de la vie. Qu'on le sache : la Minustah est là pour protéger les intérêts et les multinationales des grandes puissances américaines et européennes et ceux de leurs laquais locaux comme vient de le faire l'un des responsables de médias de la capitale, qui l'a sollicitée pour protection de ses biens. Une décision critiquée par plus d'un et qui ignore selon d'autres la compétence des autorités nationales.

Un agent de la CIA commande les rebelles libyens

Suite de la page (17)
gouvernement des États-Unis dans les années 1980 contre les autorités sandinistes au Nicaragua. Le scandale Iran-Contra, qui avait secoué l'administration Reagan en 1986-87, concernait la mise au jour de ventes illégales d'armes US à l'Iran, dont le produit servait à financer les contras au mépris d'une interdiction par le Congrès. Les parlementaires démocrates avaient couvert le scandale et rejeté les appels à une procédure d'impeachment contre Reagan pour avoir financé les activités d'une illégalité flagrante ourdies par une brochette d'anciens agents des services secrets et de conseillers à la maison Blanche.

Un livre publié par Le Monde Diplomatique en 2001, Manipulations africaines, fait remonter la relation avec la CIA encore plus loin, en 1987, signalant qu'Hifter, alors colonel de l'armée de Kadhafi, avait été capturé au Tchad où il combattait avec une rébellion soutenue par la Libye contre le gouvernement d'Hissène Habré et soutenue par les États-Unis. Il fit défection pour le Front National de Salut Libyen (FNSL), la principale force d'opposition à Kadhafi, qui avait le soutien de la CIA. Il organisa sa propre milice qui opéra au Tchad jusqu'à la déposition d'Hissène Habré en 1990 par Idriss Déby, son rival appuyé par la France.

Selon ce livre, « la force de Haftar, créée et financée par la CIA au Tchad, disparut dans la nature avec l'aide de la CIA peu de temps après le renversement du gouvernement par Idriss Déby. » Le livre cite aussi un rapport du service de recherche du Congrès daté du 19 décembre 1996, selon lequel le gouvernement des États-Unis apportait une aide militaire et financière aux membres du FNSL qui avaient été repositionnés aux États-Unis.

Ces informations sont accessibles à tous ceux qui se livrent à une recherche même superficielle sur Internet, mais elles n'ont pas été relayées par les médias contrôlés par les grands groupes, hormis une dépêche de McClatchy qui évite toute référence à la CIA. Les chaînes de télévision, trop occupées à faire l'éloge des «combattants de la liberté» de l'Est libyen, ne se sont pas fatiguées à signaler que ces forces étaient désormais commandées par un collaborateur de longue date des services de renseignements des États-Unis.

Pas plus que n'en ont tenu compte ceux qui parmi les libéraux ou la «gauche» s'enthousiasment pour l'intervention des Etats Unis et de l'Europe en Libye. Ils sont trop occupés à saluer l'administration Obama pour son approche multilatérale et « consultative » de la guerre, présumée être différente de l'approche unilatérale à la «cowboy» de l'administration Bush en Irak. Que le résultat soit le même - mort et destruction qui s'abattent sur la population, la souveraineté et l'indépendance d'un pays anciennement colonisé foulées aux pieds - ne signifient rien pour ces thuriféraires de l'impérialisme.

Le rôle de Hifter, présenté à juste titre il y a 15 ans comme le chef d'une «organisation du genre contra», montre quelles sont les véritables classes sociales à l'oeuvre dans la tragédie libyenne. Quelle que soit l'authenticité de l'opposition populaire qui s'est exprimée dans la révolte initiale contre la dictature corrompue de Kadhafi, la rébellion a été détournée par l'impérialisme.

L'intervention de l'Europe et des États Unis en Libye n'a pas pour but d'apporter la «démocratie» et la «liberté» mais d'installer au pouvoir des pantins de la CIA qui dirigeront le pays aussi brutalement que Kadhafi, tout en permettant aux puissances impérialistes de piller les ressources pétrolières du pays et de se servir de la Libye comme base d'opérations contre les révoltes populaires qui soufflent sur le Moyen Orient et l'Afrique du Nord.

WSWS 2 avril 2011

Entretien de James (Jimmy) Carter avec la télévision cubaine

Suite de la page (12)
y compris la communauté cubaine des États-Unis, sans compter que la communauté internationale l'a réclamé massivement au fil des vingt dernières années. Vos efforts sont aussi accompagnés par les grandes majorités, à Cuba comme aux États-Unis. Vous le reconnaissez : le blocus se maintient, les Cubains et les Cubaines savent qu'il se maintient et avec autant de rigueur, si ce n'est plus.

Ma question est la suivante: quelles perspectives voyez-vous aux relations entre Cuba et les États-Unis et à ce blocus, auquel tout le monde est opposé ?

James Carter : Comme vous le savez, la grande majorité des Cubains souhaitent qu'il y ait des relations normales avec les États-Unis et la grande majorité des Étasuniens souhaitent qu'il y ait des relations normales avec Cuba. Il ne fait pas de doute qu'il existe dans mon pays des dirigeants radicaux, dont quelques-uns occupent des positions solides au Congrès ; ce sont le plus souvent des Cubano-Étasuniens qui insistent pour maintenir cette distance dans les relations entre les deux pays ; ils représentent l'ancienne communauté cubano-étasunienne, dont l'objectif fondamental est de renverser le régime de Castro ; ils forment actuellement une petite minorité mais ils ont un pouvoir certain dans les cercles politiques. J'estime que ces dernières années ont été marquées par quelques progrès puisque l'opinion publique a changé dans les cercles cubano-étasuniens de Miami : les plus jeunes souhaitent la levée du blocus économique et voudraient pouvoir voyager normalement dans les deux sens, des États-Unis à Cuba et de Cuba aux États-Unis. Ceci, en soi, est un changement, et je suis d'avis que les choses vont continuer d'évoluer dans le même sens. J'espère que ma modeste voix et l'opinion de nombreux Étasuniens nous permettront d'avancer.

Arleen Rodriguez : M. Carter, je vous ai écouté avec beaucoup d'émotion lors de la conférence de presse, et ici même lors de la présentation je vous ai entendu demander également, et avec force, la libération des cinq Cubains que Cuba considère comme des héros, car ils ont affronté des groupes terroristes et évité que ne s'allonge la liste des 2 099 handicapés physiques et 3 478 morts que le terrorisme a faits dans notre pays. Je ne sais à quel point vous êtes conscient de ce que représente, pour le peuple cubain, la demande de libération des Cinq ; toutefois, je ne vous ai pas entendu parler de la grâce présidentielle.



Le président cubain Raul Castro et Jimmy Cater

Vous disiez que, en accord avec les lois nord-américaines, vous espériez qu'ils soient libérés. Ils ont fait appel auprès de la Cour suprême des Etats-Unis, qui a refusé la révision de l'affaire bien que cette demande ait été soutenue par dix Prix Nobel et des centaines de personnalités politiques et intellectuelles du monde entier. En fait, ils ont épuisé tous les recours juridiques possibles.

Ce procès a été émaillé de nombreuses irrégularités, comme vous le disiez, qui ont été reconnues par les juges. En outre ils subissent un châtiment additionnel du fait que deux d'entre eux ne peuvent pas recevoir la visite régulière de leurs épouses, et que leurs proches rencontrent des difficultés pour leur rendre visite.

Le fait que la Cour suprême ait refusé de réviser une affaire aussi complexe a amené ces Prix Nobel et des personnalités politiques à demander au président Obama la grâce présidentielle.

Vous avez été président des Etats-Unis, vous avez exercé le droit de gracier des condamnés. Il s'agit d'un geste humanitaire dont — je le répète, en tant que cubaine – le peuple cubain serait profondément reconnaissant. Seriez vous disposé à vous joindre aux autres Prix Nobel qui demandent la grâce des Cinq à Obama ?

James Carter : Comme vous le savez, non seulement je suis un ancien président des États-Unis, mais également un prix Nobel.

Arleen Rodriguez: Effectivement.

James Carter : C'est-à-dire que dans mes conversations privées avec le président Bush et avec le président Obama, j'ai discuté de la libération de ces cinq personnes.

Je reconnais les limitations du système judiciaire des États-Unis, et j'espère que le président pourra accorder la grâce, mais c'est une décision qu'il est le seul à pouvoir prendre. Il ne m'incombe pas de dire au président ce qu'il doit faire, mais le président, hier comme aujourd'hui, sait que mon opinion est que le procès des Cinq a été très contestable, que des normes ont été violées, et que les restrictions sur les visites ont été poussées à l'extrême.

Maintenant, je sais que les membres de leur famille ont pu leur rendre visite. J'espère que dans l'avenir cette grâce pourra être concédée et que les prisonniers aux États-Unis pourront bénéficier plus facilement de visites familiales.

Certains fonctionnaires, par exemple, m'ont informé que la destruction en vol de l'avionnette à La Havane, dans laquelle deux pilotes ont trouvé la mort, est intervenue après que le président des États-Unis ait informé les dirigeants cubains qu'il n'y aurait plus de vols de ce genre.

Les fonctionnaires cubains m'ont fait savoir qu'ils avaient dit très clairement au président des États-Unis qu'il n'était pas question que des avionnettes survolent la capitale pour y larguer des tracts et que les autorités avaient pour mission de protéger la souveraineté de Cuba. C'est quelque chose de très sérieux, un argument très sérieux, mais quoi qu'il en soit je conçois des doutes sur la longueur des peines infligées à ces cinq personnes. À mon retour, je me propose d'avoir un entretien avec le président Obama. Vous avez ici ma déclaration publique, faite préalablement devant d'autres dirigeants étasuniens : nous nous sommes prononcés en faveur de la libération des Cinq. Un de nos arguments est que, coupables ou non, ils ont déjà passé assez de temps en prison, plus de douze ans, et ils ont été suffisamment châtiés dans le cas où ils auraient été coupables.

Arleen Rodriguez : Une personnalité que vous avez bien connue et qui suivait cette affaire de très près, Leonard Weinglass, vient de décéder. Vous savez que cet homme était épris de justice et qu'il a beaucoup lutté pour que justice soit faite. Ses dernières déclarations, son dernier travail, effectué sur son lit de mort, tendaient à prouver que les Cinq n'avaient rien à voir avec la destruction en vol des avionnettes.

James Carter : Oui, je le sais.

Arleen Rodriguez : Je ne voudrais pas prolonger la conversation sur cette affaire, mais ce que sait le peuple de Cuba, ce qui peut être prouvé, ce que savent même les autorités étasuniennes, Cuba ayant transmis toutes les informations requises, c'est que ces jeunes gens ne faisaient rien d'autre que recueillir des renseignements pour éviter d'autres actes terroristes.

J'espère que vous serez en mesure de transmettre cette demande de grâce, en tant que geste humanitaire. Ces hommes ont beaucoup souffert. Ils ont perdu des proches sans pouvoir se rendre à leur chevet. Mais je n'insisterai pas plus. Au nom du peuple de Cuba je vous remercie pour votre intérêt et vos déclarations.

M. Carter, vous disiez aussi ce matin, pendant la conférence de presse, que vous avez eu une rencontre amicale avec le commandant Fidel Castro qui, dans ses réflexions, exprime beaucoup d'inquiétude face aux risques auxquels est exposée l'espèce humaine : les énormes arsenaux nucléaires qui continuent de grossir et qui peuvent détruire plusieurs fois la planète, les effets funestes du changement climatique sur l'espèce humaine. Ce sont des préoccupations que, me semble-t-il, vous partagez.

En tant que physicien nucléaire, vous savez ce que signifie pour l'humanité la possession d'armes nucléaires ; en tant que président, vous avez voulu éduquer votre peuple pour l'éloigner du culte de la consommation et promouvoir des politiques rationnelles, de défense de l'environnement, quitte à y perdre de la popularité dans certains secteurs. Voici la question que je veux vous poser : croyez-vous qu'il y ait encore des choses à faire pour sauver l'espèce humaine ?

James Carter : Lorsque j'étais président, j'ai négocié avec l'Union soviétique pour réduire le nombre d'armes nucléaires, avec les traités SALT I et SALT II. J'étais très favorable à la réduction des arsenaux nucléaires des deux côtés. Je ne suis pas moins convaincu que le réchauffement climatique représente une menace pour toute l'humanité. Comme vous le savez probablement, Obama et son prédécesseur, le président Bush, souhaitaient travailler avec d'autres puissances nucléaires pour réduire les arsenaux, et les accords signés ont été très strictement contrôlés.

J'estime par contre que les États-Unis n'ont pas abordé avec toute la fermeté requise les problèmes du réchauffement global. Depuis mon arrivée, des fonctionnaires cubains m'ont montré tout ce qui avait été fait dans le quartier historique de La Havane ; je suis aussi allé en Bolivie où j'ai rencontré Evo Morales, et la Bolivie est peut-être le premier pays à en subir les premières pertes économiques : les glaciers qui représentent une source d'eau potable fondent dans les montagnes de Bolivie. J'espère bien qu'à l'avenir ces questions, y compris le réchauffement climatique, seront abordées par toutes les nations. Et je sais que Fidel Castro est aussi un militant de toutes ces questions. Nous avons parlé des initiatives prises lorsque j'étais président des États-Unis, mais aussi de l'actualité, et il est clair qu'il tente de mettre ses connaissances et sa sagesse d'ancien président au service du bien-être de l'humanité. Nous avons bavardé, nous sommes d'accord sur de nombreux points, en particulier sur le réchauffement global, et je crois que des possibilités s'ouvrent à nos deux pays.

Arleen Rodriguez : Merci beaucoup. Chaque fois que vous venez en visite à Cuba, de nouveaux espoirs se font jour, même si les relations demeurent difficiles du fait du blocus.

James Carter : Je souhaite pouvoir revenir et amener avec moi toute ma famille, ce qui n'est pas rien puisque nous sommes 36. J'espère donc ne pas tarder à revenir en famille.

Merci beaucoup.

Arleen Rodriguez : C'est moi qui vous remercie, très sincèrement, M. Carter.

Granma 30 mars 2011 « Année 53 de la Révolution»

Regards Critiques

Raphaël Sagage : De la musicalité des couleurs



Sans titre tableau # 1



Art Farmer Trio tableau # 2

Par Prince Guetjens

L'artiste dont la production attire notre attention aujourd'hui, fait partie d'une génération de jeunes créateurs Haïtiens résidant aux Etats Unis d'Amériques, depuis quelques années. À l'instar des autres palettes que j'ai présentées récemment dans les colonnes de l'Hebdomadaire *Haïti Liberté* à New York, il a fait de sérieuses études en arts plastiques à l'ENARTS et réalisé jusqu'ici un brillant parcours.

Dès le milieu de la décennie quatre-vingt-dix, l'artiste Sagage n'avait aucun problème contrairement à des peintres déjà consacrés, de l'époque, de commencer ses portraits directement à partir des couleurs. Cette habileté à introduire un portrait au pinceau plutôt qu'au crayon témoigne d'une facilité et d'une maîtrise de l'anatomie et du dessin, qui lui a valu l'appréciation de toute la communauté universitaire. Mais très tôt, grâce aux interventions du professeur Jacques Gourgues sur la production du discours dans l'art moderne, il a su faire la différence entre l'académisme et la créativité, entre un peintre et un artiste. Il en résulte que malgré sa facilité à représenter la nature, sa production n'est pas tributaire d'une figuration cloîtrée.

Pareils à des mottes de terre s'étalant dans un désordre organisé, des plans parés de toutes les couleurs s'entrechoquent dans une fréquence qui annihile toutes velléités d'équilibre et de linéarité pour permettre de se dégager des reliefs. Des reliefs nés des contrastes de couleurs capables de faire surgir un monticule jaune, rouge, orange ou blanc placé dans la périphérie d'une nuance plus sombre, indépendamment de la volonté de l'artiste. Placé à distance normale le spectateur est vite désarmé par ce magma nourricier qui se refroidit par endroits, au gré du frottement des pigments. Absorbé par cette organisation de l'espace pictural, le spectateur se retrouve sans repères et incapable d'identifier avec exactitude les formes d'un musicien jouant d'un instrument à anche qu'escamotent ces taches drues. (Sans titre tableau # 1)

Art Farmer Trio s'inscrit dans une ambiance un peu plus modérée, qui permet aux tons chauds un peu plus d'autonomie par rapport aux couleurs plus froides. Ce qui du même coup libère et émancipe les formes. L'énergie est d'abord concentrée sur le soliste au milieu de la scène, avant d'être distribuée aux quatre coins. Les tonalités sont ordonnées de manière différente, de sorte que la lumière qui s'y concentre peut faciliter une meilleure lecture de la réalité. La griffe Ó suivie du nom de l'artiste en lettre d'imprimerie qui traverse horizontalement le tableau, **dénonce une apologie contre** la marchandisation de l'art. (Art Farmer Trio tableau # 2)

Raphaël Sagage mise énormément sur la musicalité des couleurs dans sa production picturale et particulièrement dans la réalisation des deux tableaux. Cette tendance à pousser la peinture vers les rives de la musique tient, sans doute, du fait que l'artiste a cohabité avec des musiciens dans une même école d'art pendant plus de quatre années consécutives.

La répartition de la lumière différemment d'un tableau à un autre octroie au plasticien la latitude nécessaire pour jongler avec le réel, dans un sens comme dans l'autre, mais aussi la possibilité d'asservir les contrastes simultanés, au point d'en tirer le maximum. Il ne fait pas de doute que pour lui les contrastes de tons et de couleurs sont déterminants pour la perception visuelle. C'est pourquoi on peut avoir l'impression que l'artiste refuse d'instinct de mélanger les couleurs mais au contraire – à la manière d'un Georges Seurat – les utilise en petites touches. Il n'est donc pas difficile de comprendre qu'à l'instar des œuvres inscrites dans la tessiture impressionniste (pointillisme – divisionnisme), la plupart des tableaux de Sagage puissent exiger de l'œil du spectateur de refaire la synthèse des taches pour en restituer la forme.

Les toiles montrées ici sont enrobées d'une musique langoureuse, ouverte et offerte. À bien les apprécier à distance normale permettant aux formes de se détacher de la contingence bavarde pour s'extérioriser, s'évacuent du même coup des sonorités aussi riches que l'harmonie qui préside aux accords dans les différents modes engendrés par la témérité des couleurs. Comme c'est le cas pour toutes les oeuvres d'art de caractère, les toiles de Sagage sollicitent du spectateur un certain respect. Ils exigent à quiconque de se tenir à une certaine distance d'eux, de mettre pendant un moment de côté ce qu'il croit savoir, avant de consentir à s'ouvrir.

Les matériaux convoqués dans la production plastique de Sagage ne sont pas sans être fortement influencés par certaines idées osées de l'art contemporain. L'allusion plus que la représentation est mise à caution par l'artiste en quête de sa vérité fondamentale. Il est d'autant plus visible qu'il n'hésite pas à verser, certaines fois, dans la déformation quand il n'est pas tout à fait sûr du résultat promu par les seuls frottements chromatiques. Convaincu, tout au plus, au cours de ces dernières années, que les formes peuvent parfois dépendre des couleurs au point de disparaître par moments, quand c'est nécessaire, Sagage ne se dérobe pas à mépriser les règles académiques quand il s'agit d'affirmer la personnalité de ses couleurs.

Raphaël Sagage vit aux USA depuis plus d'une dizaine d'années.